

LA CRISE PORTUGAISE

Des «soldats en colère» ont manifesté à Porto

Difficultés pour la formation du gouvernement

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 M.; Liban, 1.000 L.; Israël, 5 sh.; Belgique, 10 Fr.; Canada, 80 c. ct.; Danemark, 2,70 Kr.; Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; France, 10 Fr.; Allemagne, 10 M.; Italie, 100 L.; Japon, 125 Y.; Luxembourg, 10 Fr.; Norvège, 2,70 Kr.; Pays-Bas, 10 G.; Portugal, 10 esc.; Suède, 2 Kr.; Suisse, 1 Fr.; C.A.S. 65 cts.; Venezuela, 100 B. din.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4287-23 Paris

TÉLEX Paris n° 65372

TÉL. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LE LIBAN MINÉ

Un semblant de calme règne... mais pour combien de temps? — dans le nord du Liban. Le gouvernement de M. Rachid Karamé s'est enfin décidé le mercredi 10 septembre, à séparer les deux villes ennemies, Tripoli et Zghorta, par une « zone-tampon » qu'occuperaient des unités militaires. Les formations militaires traditionnelles et le front des partis progressistes, dirigé par M. Kamal Jomblatt, ont de même ou la sagesse de ne pas opposer leur veto à l'intervention. Il est vrai limitée, de l'armée. La relative modération des formations de l'opposition est d'autant plus remarquable que l'armée a été pratiquement écartée de la scène politique, après que, en février dernier, un député nassérien musulman, Maarouf Saad, eut été tué au cours d'une brutale intervention des forces de l'ordre à Saïda. Depuis lors, musulmans et progressistes n'ont cessé de dénoncer le caractère « partisan » et « réactionnaire » de l'armée, et d'exiger qu'elle ne soit plus utilisée dans des tâches répressives à l'intérieur du pays. Par la même occasion, ils revendiquaient une profonde réforme qui mettrait un terme au « monopole » que détiennent des « maraîchers conservateurs » à la direction des forces armées.

Le pouvoir s'était incliné et d'aurait pas eu recours à la « grande motte » lors des affrontements en avril, mai et juin derniers, estimant sans doute qu'il serait encore plus dangereux de lancer dans la mêlée une armée mise non seulement par ses divisions caennaises, mais aussi par des options idéologiques et politiques opposées.

La décision prise mercredi d'interposer des unités entre les antagonistes est le fruit d'un subtil compromis. L'armée n'est pas chargée de rétablir l'ordre à l'intérieur des deux villes rivales — rôle qu'assumeront les forces de gendarmerie — mais seulement de séparer les combattants. Les formations musulmanes se trouvent ainsi rassurées, tandis qu'est sauvegardée l'entente entre le président de la République, M. Soléiman Frangieh, qui est également le chef du principal clan de Zghorta, et M. Rachid Karamé, président du conseil et leader de Tripoli, dont il est le député. Il n'est resté pas moins de l'autorité de ce dernier ne soit pas grandie, puisque certaines formations de sa ville natale contestent la décision du gouvernement en exigeant que le responsable zghortien du massacre de douze Tripolitains soit, au préalable, arrêté et traduit en justice.

D'une manière générale, l'Etat est accusé d'une coupable carence par un secteur non négligeable de la presse. Les sanglants combats entre les deux villes — qui ont coûté la vie à près de cent cinquante personnes — auraient pu être évités si les autorités locales étaient intervenues immédiatement pour empêcher qu'un banal accident de la route ne se transforme en bataille rangée. Le Liban du Nord est une contrée où les conflits régionalistes, tribaux et claniques sont aisément suscités. En outre, Tripoli et Zghorta se situent, tant sur le plan social qu'idéologique ou confessionnel, aux deux extrémités de l'éventail politique libanais.

L'affrontement était donc prévisible, surtout après la « venetia » du 7 septembre qui avait conduit Bichara Frangieh, de Zghorta, à « venger » la mort de son frère, Nabil, en tuant à bout portant douze otages, dont un chrétien progressiste. Le gouvernement de M. Rachid Karamé n'est pas suffisamment homogène et ne bénéficie pas d'assises populaires assez étendues pour réagir avec célérité et fermeté devant de tels incidents. Si la poussée de fièvre paraît aujourd'hui maîtrisée, tout indique, malheureusement, que la situation demeure précaire et que l'intervention de l'armée ne suffira pas à guérir les maux redoutables qui minent le régime libanais.

(Lire nos informations page 9.)

APPROUVÉ A L'ASSEMBLÉE PAR 300 VOIX CONTRE 182

Le plan de soutien de l'économie doit être rapidement mis en œuvre

Un conseil des ministres extraordinaire se réunit dès vendredi soir

Un conseil des ministres extraordinaires fut convoqué, vendredi soir 12 septembre, les mesures que comporte le plan de soutien de l'économie adopté par le gouvernement le 4 septembre.

à 7 heures du matin, au Palais-Bourbon, par 300 voix contre 182, un député a abandonné et six autres ne prenant pas part au vote.

La bien vu avec le discours de M. Michel Debré, « orateur principal » du groupe U.D.R., et avec l'intervention de M. Chandon, qui s'exprimait au nom de ce groupe.

LA MAJORITÉ ÉPROUVÉE Les deux oppositions

par RAYMOND BARRILLON

par GILBERT MATHIEU

C'est après la seconde des quatre séances de l'Assemblée nationale consacrées à l'examen du plan de soutien de l'économie que le gouvernement, réuni mercredi matin en conseil des ministres, a fait connaître sa décision de sécher de nouveau, vendredi soir afin de mettre en œuvre sans perdre un instant, en faveur du plan de soutien de l'économie, les dispositions de ce plan.

Conformément au vœu et au pronostic que M. Chirac avait formulés lundi soir sur les antennes de TF1, le texte gouvernemental a été approuvé — on gros tel qu'il avait été adopté par le gouvernement — le 4 septembre. Les amendements votés (la bataille de harcèlement systématique menée par les communistes a duré toute la nuit) n'ont guère de portée et la principale offensive menée par l'opposition n'a pas abouti : le gouvernement conserve la possibilité que lui offrirait le projet de modifier par décret, jusqu'au 31 décembre, la répartition des crédits entre les ministères.

« On ne peut pas continuer à voir la gravité de la crise et se contenter de dire que les choses iront mieux dans six mois... » Quand vous sentirez, « un jour prochain, planer l'ombre des décrets de blocage des prix et des salaires, vous vous souviendrez de ce que je dis : je ne suis pas sûr que vous pourriez... à la veille de la catastrophe, être le même retourneur que M. Wilson ». Tout restreindre la situation, il faut « dans les statuts de l'Union nationale des nations plurielles dans un système qui est un pourvoyeur permanent de l'inflation ».

La majorité ne s'est pourtant pas laissée convaincre du gain de cause. Avant que le groupe U.D.R. ne se prononce massivement, selon l'usage, dans le sens souhaité par le pouvoir, certains de ses membres, et non des moindres, ne se privent pas d'émettre réserves, doléances et critiques.

« Quel est cet opposant, qui condamne en outre l'approbation récente par M. Fournade de l'abandon de toute référence à l'« autre » de la France? » or, « l'un prochain, la croissance ne pourra pas être aussi forte que certains rapports le disent... »

des secrétaires de la C.G.T. ou de la C.F.D.T.? Non pas : M. Debré, qui, au mieux de sa forme, a excellé mercredi, dans une philippique dissimulée derrière le paravent du « oui, mais... ».

AU JOUR LE JOUR

SENS CIVIQUE

Il existe un moyen bien simple de sortir de la crise actuelle, c'est de la déclarer illégale, comme on l'a fait pour le mouvement autonomiste corse. Il suffirait de procéder de façon analogue pour torquer le cou à l'inflation et au chômage, en accord avec nos divers partenaires, puisque cette fois le phénomène n'est pas uniquement national. Il ne resterait alors plus qu'à compter sur le sens civique de la presse pour porter d'urgence, et cela coûterait moins cher.

DANIEL FERRADOU.

LA NOUVELLE AFFAIRE HOFFA

Plumeurs et pigeons dans les syndicats américains

La mystérieuse disparition, le 30 juillet, de James Hoffa, l'ancien dirigeant du syndicat des camionneurs, a relancé le débat sur la corruption dans les syndicats américains. « Cédé » l'ancien d'un syndicalisme musclé, Hoffa n'a pas hésité à recourir aux compétences de la Mafia. Mais, suivi en cela l'exemple de nombreux responsables syndicaux aux Etats-Unis, il a également assisté à sa puissance et sa fortune sur des pratiques financières qui évoluent ainsi que le montre Alain Clément entre l'indélicatesse et l'illégalité pure et simple.

par ALAIN CLÉMENT

Les énéphes se souviennent du beau film d'Elia Kazan sur les quais (On the Waterfront) avec Marlon Brando dans le rôle d'un débauché et persécuté. Sa seule distraction est un modeste élevage de pigeons sur le toit-terrasse d'un immeuble lugubre, comme il y en a tant à New-York. Un jour, il les retrouve le cou tordu : premier avertissement sans

frais. Le message lui échappe : il est pris en chasse par une voiture qui cherche à l'écraser contre un mur. Un de ses compagnons périt dans un « accident de travail », provoqué par les crapules qui ont capturé, terrorisé et qui rançonnent le plus officiellement du monde un bureau d'embauche syndical. Pas de happy end : après l'enterrement de la victime, les épaules plus courbées qu'avant, Brando rentre dans le rang.

C'est entendu, le film date de 1954. Les dockers passent pour être une race à part, à la peau particulièrement dure. N'était-ce pas hier, cependant, dans la nuit de la Saint-Sylvestre 1969, que les tueurs à gages criblés de balles Joseph Yablonski, sa femme et leur fille, dans leur pavillon de Clarksville, en Pennsylvanie? Moins d'un mois après, le F.B.I. arrêtait les trois repris de justice coupables de cette expédition punitrice. Condamnés à mort, mais non exécutés, ils ont tout loisir de méditer sur l'engrenage de la dépravation.

Qui avait tout leurs bons offices? Tous les indices de la police convergent vers le syndicat des mineurs (United Mine Workers) et leur président, « Tony » Boyle, le propre successeur du célèbre John Lewis, le vieux lion des grands affrontements ouvriers d'avant guerre. Yablonski, chef de file de la tendance réformiste au sein des U.M.W., venait de disputer en vain la présidence du syndicat à Boyle. Il avait attaqué en justice la réélection de ce dernier, mais, selon lui, à des manœuvres illégales. De plus, il s'appuyait à déposer devant une commission enquêtant sur les transactions financières de son rival.

LA RENTRÉE ROMANESQUE

L'anticipation est dans le vent

« 2024 », annonce Jean Dutourd, battant d'un pas le géant George Orwell et son « 1984 ».

« Les événements qui se produisent dans cet ouvrage (...) se déroulent en 1989 », avertit Claude Klotz dès le prologue de « Achète-moi les Amériques ».

« Ici Radio-Alliance, » mardi 30 août 1984. « Telle est la première phrase de « Putsch », le nouveau roman que Gilbert Toulouse publie chez Pierre Belfond.

Quant à Françoise d'Amboise, c'est en plein cœur du vingt et unième siècle qu'elle aborde « le Satellite de l'Amande » (Edition des Femmes), bien après que se fut close l'époque des ténébreux où régnèrent les Fécondateurs.

Ainsi quatre romans ou moins, lus ou feuilletés dans la pile qui s'est entassée cette semaine, nous projettent dans le futur.

Phantasme millénariste? Révé d'un monde meilleur ou du « Meilleur des mondes », un des chefs-

Annoncée jeudi

LA TAXATION DES IMPORTATIONS DE VINS ITALIENS irait de 12 à 20 %

Rome parle de mesures de rétorsion.

Conformément aux engagements pris au début du mois d'août, M. Jacques Chirac, entouré de M. Jean-François Deniau, devait recevoir, jeudi 11 septembre, six représentants de la viticulture méridionale et quatre délégués des organisations paysannes à vocation générale, pour leur annoncer les mesures nationales de protection du marché du vin décidées après le conseil des ministres de l'agriculture des Neuf. Le gouvernement d'« o » vraisemblablement opte pour une taxation des livraisons de vins italiens à un taux variant entre 12 et 20 %.

Le ministre de l'agriculture et les organisations paysannes d'Italie ont vivement réagi à la décision française d'appliquer la clause de sauvegarde, et menacé de prendre des mesures de rétorsion (sur la viande et le lait français, par exemple). Mais Paris ne s'inquiète pas outre mesure des réactions transalpines.

Les ministres de l'agriculture des Neuf n'ayant trouvé de solution communautaire ni à la réglementation du commerce des vins entre la France et l'Italie ni à l'organisation de la production de vins de table dans la C.E.E., M. Jacques Chirac devait recevoir, jeudi 11 septembre, six députés des viticulteurs méridionaux, MM. Maître-Bange, Verdade, Benet, Guisard, Doussant, Romain, et quatre représentants des organisations paysannes à vocation générale, en présence des ministres et du secrétaire d'Etat à l'agriculture. Le premier ministre devait annoncer aux professionnels le dispositif de « sauvegarde » que la France va appliquer à ses frontières pour contiger le flot des importations de vins transalpines (700 000 hl en août) alors qu'aucune importation n'aurait dû être effectuée.

Trois possibilités s'offraient au gouvernement : le contingentement en volume, le blocage pendant un certain temps, la taxation des importations. Cette dernière solution devait vraisemblablement être retenue par Paris. L'idée avait été lancée par la Commission de Bruxelles. Comme les partenaires de la France — à l'exception de l'Italie, bien entendu — ont approuvé cette modalité, le collège pourra, difficilement ne pas l'approuver lorsque les mesures lui seront notifiées.

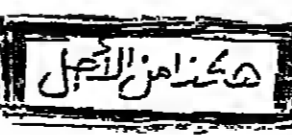
A. G.

(Lire la suite page 26.)

Advertisement for the novel 'La baie des Anges' by Max Gallo, featuring a portrait of the author and a quote from Noëlle Lorient.

Advertisement for the novel 'L'anticipation est dans le vent' by Gilbert Toulouse, featuring a portrait of the author and a quote from Claude Klotz.

Advertisement for the novel '2024' by Jean Dutourd, featuring a portrait of the author and a quote from Claude Klotz.



POLITIQUE

La session extraordinaire

Au terme d'une longue nuit de débats

Il aura fallu attendre la deuxième journée du débat sur le projet de loi de finances rectificative pour 1975 pour voir administrer la preuve que le Parlement restait un lieu politique privilégié. De la meilleure et de la pire des façons.

De la meilleure façon, dans la mesure où le talent s'étant donné rendez-vous à la tribune de l'Assemblée nationale, les députés purent suivre, nombreux et attentifs, les brillantes interventions de MM. Mitterrand et Debré.

De la pire des façons, également : lors de l'examen des articles du texte gouvernemental, le harcèlement collectif du groupe communiste, dont près de quarante membres dénoncèrent point par point les erreurs du projet, a eu pour effet de prolonger abominablement les débats. La décision n'a été acquiescée que jeudi à 7 heures du matin.

d'une majorité quelque peu excédée et qui abandonnant l'hémicycle, laissa M. Fournier presque seul face à l'opposition.

On peut s'interroger sur l'opportunité et sur l'efficacité de cet excès de rôle des députés communistes. Peut-on cependant leur reprocher d'accorder une trop grande importance à l'insinuation parlementaire, et M. Mitterrand n'avait-il pas eu raison de souligner dans son discours que le Parlement est le lieu où

Sous la présidence de M. Charles Bignot, député U.D.R. de la Somme, les députés ont poursuivi, mercredi matin 10 septembre, la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975.

M. PAUL BALMIGIER (P.C., Hérault) a évoqué la situation de l'agriculture et plus particulièrement la crise viti-vinicole.

Affirmant que le « programme de réforme annoncé avec fracas est demeuré un simple catalogue sans contenu », il estime inacceptable que « l'équipe gouvernementale soit incapable de préciser plus clairement ses intentions à long terme et inquiétant qu'elle paraisse à ce point flottante et hésitante ». Pour terminer, M. Balmigier s'étonne de « la complaisance que notre diplomatie continue de manifester à l'égard des Etats-Unis, principaux responsables du déséquilibre de l'économie occidentale ».

M. GASTON GIRARD (app. U.D.R., Loiret) note que son intention pour envisager une crise qui n'est pas le seul fait de la France (...). Déjà par l'extrême modicité des sommes affectées à l'agriculture, il souhaite que des crédits soient engagés en faveur de l'hydraulique agricole, du remembrement, et pour combattre l'exode des jeunes ruraux.

M. PIERRE-BERNARD COUSTE (app. U.D.R., Rhône) souhaite que les passations de commandes soient particulièrement rapides que les collectivités locales se fassent rapidement et que « l'Etat et les collectivités locales payent leurs dettes ». Il estime nécessaire que les banques répercutent la baisse du taux de l'escompte sur les « aux entreprises ainsi que les 13 milliards d'équipements publics et industriels, bien qu'accordés tardivement ».

M. ANDRE BOULLOCHE (P.S., Doubs) relève que « derrière le côté séduisant — que constituent le soutien à la consommation et les crédits aux équipements collectifs —, on est vite amené à constater que ce collectif budgétaire de 36,5 milliards, et le déficit de 40 milliards qui s'ensuit, constituent un trompe-l'œil assez grossier ».

Consacrant son intervention à la situation en Corse, M. PAUL CERMOLACCO (P.C., Bouches-du-Rhône) déclare : « Vous ne pouvez pas préférer la répression à la négociation. La Corse est un peuple trop souvent incompris. »

« Votre plan de soutien est un étouffement jour-ne-tout », lance-t-il alors, avant de démontrer que, sur 40 milliards de déficit budgétaire, une part n'est pas liée au plan de soutien et ne sera dépensée que pour s'installer déficit du budget 1976 inscrit en 1975 par anticipation.

M. ANTOINE GISSINGER (U.D.R., Haut-Rhin) regrette que la situation des travailleurs frontaliers n'ait pas fait l'objet de mesures particulières. Il estime de son impact, de l'attitude des centrales syndicales et de celle de chaque Français, mais aussi de l'autorité de l'Etat, garanti de l'intégrité nationale et de la sécurité des citoyens.

M. BERTRAND DENIS (R.L., Mayenne) déclare : « Vous avez fait un geste pour les bénéficiaires industriels et commerciaux en favorisant les industriels, mais vous n'avez rien fait pour les agriculteurs, qui devraient également bénéficier d'un surcroît pour le paiement des impôts ».

Pour M. REMY MONTAGNE (R.L., Eure) « ce collectif est un acte d'indignité de la vie économique ». Mais « il faut la puissance économique et politique, donc une Europe qui ne soit pas seulement un appendice de la puissance américaine, mais une force autonome pour redresser l'ordre économique mondial et notamment le système monétaire international ».

M. RENE RIBIERE (non inscrit, Val-d'Oise) relève « le contraste entre l'ampleur de l'effort publicitaire (du premier ministre), son goût des formules catinées et la médiocrité de la politique effectivement menée : une gestion d'urgence et sans imagination ».

M. MAURICE LIGOT (app. R.L., Maine-et-Loire) considère que ce plan aura un effet direct sur l'emploi et que les crédits aboutiront à une relance de la consommation.

M. MITTERRAND (U.D.R., Seine-Maritime) déclare : « Ce plan n'est pas un acte de confiance, mais un acte de défiance. Il est un acte de défiance envers le peuple, envers la République, envers l'unité nationale. »

M. ROBERT FABRE (rad. de gauche, Aveyron) indique qu'en l'absence du premier ministre d'est avec le ministre de l'économie et des finances qu'il « traitera le dialogue souhaité par le président de la République, dans ce lieu principal et préalable au secret des cabinets ministériels ».

Après avoir fait part de sa surprise devant « le volonte optimisme dont le premier ministre et le ministre des finances ont fait preuve, tant en ce qui concerne le budget que l'annonce de la loi », M. Fabre souligne que « l'aspect positif de ce plan concerne les 5 milliards de crédits à la consommation, bien qu'ils soient insuffisants, et les 13 milliards d'équipements publics et industriels, bien qu'accordés tardivement ».

Après avoir fait part de sa surprise devant « le volonte optimisme dont le premier ministre et le ministre des finances ont fait preuve, tant en ce qui concerne le budget que l'annonce de la loi », M. Fabre souligne que « l'aspect positif de ce plan concerne les 5 milliards de crédits à la consommation, bien qu'ils soient insuffisants, et les 13 milliards d'équipements publics et industriels, bien qu'accordés tardivement ».

Après avoir fait part de sa surprise devant « le volonte optimisme dont le premier ministre et le ministre des finances ont fait preuve, tant en ce qui concerne le budget que l'annonce de la loi », M. Fabre souligne que « l'aspect positif de ce plan concerne les 5 milliards de crédits à la consommation, bien qu'ils soient insuffisants, et les 13 milliards d'équipements publics et industriels, bien qu'accordés tardivement ».

M. de Poulpiquet (U.D.R.) se révolte

M. GABRIEL DE POULPIQUET, député U.D.R. du Finistère depuis 1963, et l'un des députés les mieux élus de France, provoque une certaine surprise en annonçant qu'il ne votera pas le collectif budgétaire, estimant que les députés de la majorité n'ont pas la possibilité de se faire entendre de la sorte.

publies attendent qu'on en arrive à la violence comme en Corse, pour entendre la voix de la raison, alors que les élus avaient multipliés les avertissements.

Après avoir fait part de sa surprise devant « le volonte optimisme dont le premier ministre et le ministre des finances ont fait preuve, tant en ce qui concerne le budget que l'annonce de la loi », M. Fabre souligne que « l'aspect positif de ce plan concerne les 5 milliards de crédits à la consommation, bien qu'ils soient insuffisants, et les 13 milliards d'équipements publics et industriels, bien qu'accordés tardivement ».

Après avoir fait part de sa surprise devant « le volonte optimisme dont le premier ministre et le ministre des finances ont fait preuve, tant en ce qui concerne le budget que l'annonce de la loi », M. Fabre souligne que « l'aspect positif de ce plan concerne les 5 milliards de crédits à la consommation, bien qu'ils soient insuffisants, et les 13 milliards d'équipements publics et industriels, bien qu'accordés tardivement ».

M. MITTERRAND : nous sommes devant un plan concerté de liquidation de milliers d'entreprises

Mercredi après-midi 10 septembre, au début de la séance, M. MITTERRAND, premier ministre du parti socialiste, député de la Nièvre, évoque d'abord les propos du président de la République sur l'unité nationale. « Ce sont des mots trop graves pour être employés sans extrême précaution. Car les millions de Français qui ont travaillé pendant des années à l'unité nationale ont fait confiance en 1973, juste au moment où le chef de l'Etat reconnaît lui-même être précédemment trompé. »

« On ne s'attendait pas à ce que le chef de l'Etat reconnaisse lui-même être précédemment trompé. »

L'ANALYSE DU SCRUTIN

Voici l'analyse du scrutin sur le plan de relance (loi de finances rectificative pour 1975) adopté jeudi matin 11 septembre, en première lecture, par l'Assemblée nationale :

300 DEPUTES ONT VOTE POUR :	Les 74 communistes ; 2 non-inscrits (sur 17) : MM. Cornat-Gentille et Ribière.
170 U.D.R. (sur 173) :	1 DEPUTE V'EST ABSTENU VOLONTAIREMENT :
57 républicain, indép. (sur 68) ; 49 réformateurs (sur 50) ; 14 non-inscrits (sur 17) : MM. Audinot, Boudon, Brun, Currier, Cerneau, Chassigne, Chazalon, Duval, Drapeur, Fontaine, Ganher, Houquet, Huanaut, Lepercq.	1 non-inscrit : M. Chauvel.
182 DEPUTES ONT VOTE CONTRE :	6 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :
106 socialistes et radicaux de gauche (sur 107) ;	3 U.D.R. : MM. Edgar Rostaing, président de l'Assemblée nationale, Godofroy et de Poulpiquet ; 1 républ. indép. : M. Anthoz, qui présidait la séance ; 1 réform. : M. Sanford ; 1 radical de gauche : Mme Thome-Patenôtre.

Le siège de la deuxième circonscription de la Vienne est vacant depuis le décès de M. Gourault (rép.).

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE

objet :	secrétariat de direction secrétariat médical
note confidentielle :	L'Ecole assure les connaissances pratiques indispensables... mais elle s'attache surtout à développer les qualités qui font d'une secrétaire, une véritable collaboratrice.
adresse :	40, rue de Liège - Paris 8° tél. 387.58.83 • 387.52.90

Certes, ces derniers ont besoin d'être aidés, mais pas sans contrepartie. Si l'on songe aux faillites qui se multiplient, à cette nouvelle discrimination qui frappe les petites et moyennes entreprises, que ces cadavres massés aux côtés de l'industrie, comment oser que nous sommes devant un plan concerté de liquidation de milliers d'entreprises.

« Troisième question : de quel mode de croissance s'agit-il ? Le chef de l'Etat a parlé d'une société plus juste, plus équilibrée, plus humaine. Mais il n'est pas question de croissance sans structure, ni du cadre de vie. Soyons-en sûrs, il n'y aura pas de nouveaux modes de croissance sans un changement de régime de dépenses publiques sans réforme fiscale. Il n'y aura pas d'ajustement sans réajustement des rentes de situation, sans un autre partage des pouvoirs dans l'entreprise, dans l'Etat, dans la nation. La crise n'est pas justiciable d'ajustements techniques. M. Giscard d'Estaing l'a bien senti quand il a évoqué la nécessité d'un changement de régime et d'une nouvelle façon de vivre. Il l'a senti, mais s'est arrêté là. Imaginer pourrait conclure M. Fournier, dans l'Etat dans la nation, nous pourrions faire si l'on avait le moment où les Français, tous les Français ayant acquis le pouvoir de connaître, nous en finissons le pouvoir de choisir. »

En ce qui concerne le budget, M. Mitterrand rappelle que l'on faisait de son équilibre une règle d'or et déclare : « Ce n'était pas du Poincaré, mais c'est un Poincaré à l'échelle de la lune des promesses non tenues occupé toute la place. Nous, socialistes, considérons qu'un bon maniement du déficit budgétaire peut être un instrument nécessaire à la poursuite de l'économie. Mais nous aurons amorcé une vigoureuse réforme fiscale. »

M. CHALANDON : il n'y a pas de politique de rechange

M. CHALANDON (U.D.R., Hauts-de-Seine) monte ensuite à la tribune pour apporter au gouvernement le soutien actif et constructif de son groupe.

« Ce plan de soutien, affirme-t-il, n'est pas un acte de défiance, mais un acte de confiance. Il est un acte de confiance envers le peuple, envers la République, envers l'unité nationale. »

Rappelant ensuite que la lutte qu'il faut mener contre l'inflation doit être permanente, il estime que les résultats sont positifs. Il regrette cependant qu'en ce qui concerne le chômage, le gouvernement ait préféré faire confiance à ses experts plutôt qu'à ceux qui représentent les milieux professionnels et syndicaux ou des partis politiques, à commencer par ceux de la majorité. Car, le gouvernement a réagi, mais à doses quasi homéopathiques et de façon dispersée. « Aujourd'hui, poursuit M. Chalandon, le problème n'est pas de créer des emplois, mais de lutter contre le chômage, c'est-à-dire de lutter contre l'inflation, mais d'éliminer le chômage par la création de nouveaux emplois. »

« Ce plan de soutien, affirme-t-il, n'est pas un acte de défiance, mais un acte de confiance. Il est un acte de confiance envers le peuple, envers la République, envers l'unité nationale. »

« Ce plan de soutien, affirme-t-il, n'est pas un acte de défiance, mais un acte de confiance. Il est un acte de confiance envers le peuple, envers la République, envers l'unité nationale. »

« Ce plan de soutien, affirme-t-il, n'est pas un acte de défiance, mais un acte de confiance. Il est un acte de confiance envers le peuple, envers la République, envers l'unité nationale. »

M. MARCHAIS : le gouvernement recherche un simulacre de concertation

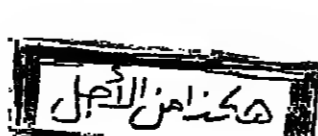
S'adressant à M. Chirac, M. GEORGES MARCHAIS lui reproche de n'avoir rien trouvé de mieux que de faire avec agressement le procès de l'opposition en général et du parti communiste en particulier. Et il déclare : « Quel étonnant renversement des responsabilités ! Et après cela nous expliqués que nous sommes en débat sans polémique stérile, sans effets de séance ! (...) Ce que nous recherchons, ce n'est pas un vrai dialogue, c'est un simulacre de concertation pour cautionner votre mauvaise politique. »

« Ce plan de soutien, affirme-t-il, n'est pas un acte de défiance, mais un acte de confiance. Il est un acte de confiance envers le peuple, envers la République, envers l'unité nationale. »

« Ce plan de soutien, affirme-t-il, n'est pas un acte de défiance, mais un acte de confiance. Il est un acte de confiance envers le peuple, envers la République, envers l'unité nationale. »

« Ce plan de soutien, affirme-t-il, n'est pas un acte de défiance, mais un acte de confiance. Il est un acte de confiance envers le peuple, envers la République, envers l'unité nationale. »

« Ce plan de soutien, affirme-t-il, n'est pas un acte de défiance, mais un acte de confiance. Il est un acte de confiance envers le peuple, envers la République, envers l'unité nationale. »



150

POLITIQUE

extraordinaire Parlement

Les députés ont approuvé le plan de soutien

proposition peut et doit s'efforcer de faire prévaloir ses propres... Nous apporterons nos textes, nos observations, nos amendements...

Ainsi regrette-t-on que dans un système politique où le dialogue semble impossible, l'opposition soit réduite à se faire entendre sans être écoutée...

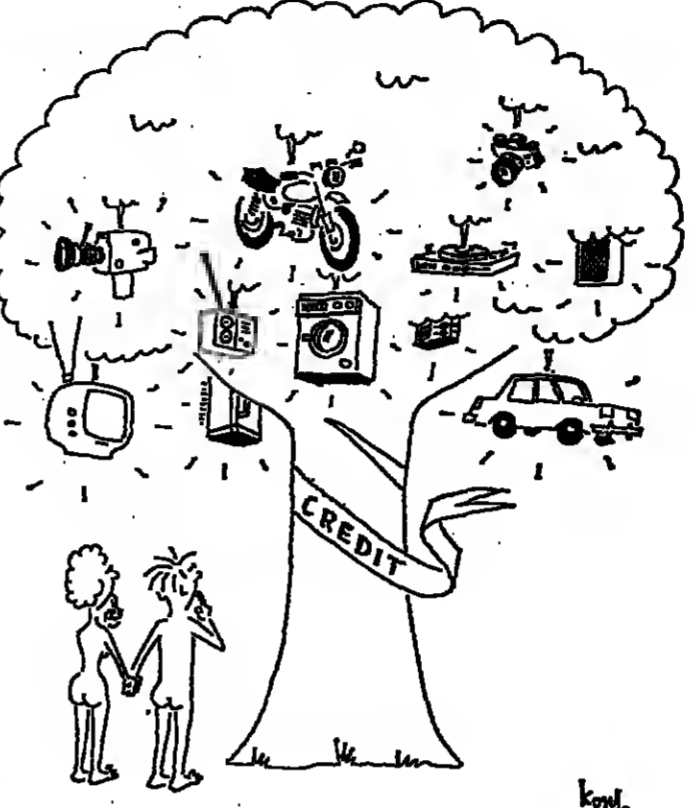
PATRICK FRANCIS.

le premier ministre : la que connaît notre pays va traverser... Le slogan de la non-croissance n'est pas destiné à l'opérateur, qu'il recouvre un label trompeur...

des familles doivent s'imposer de dures privations. A l'avenir, sur-Marne, on compte cent cinquante coupures de gaz et d'électricité...

M. DEBRÉ : il faut un système monétaire stable.

Pour M. MICHEL DEBRÉ (U.D.R., la Réunion), la stabilité exceptionnelle du débat vient d'un constat : l'inflation, cause première de la récession...



(Dessin de KONE.)

Emprunter ou faire des bénéfices

Les chiffres cités par M. Marchais concernant les crédits bancaires et aux collectivités locales au début de mercredi sont tout à fait exacts. Ils sont tirés de son rapport sur les Comptes de la nation pour 1974...

EN 1965 : LE GÉNÉRAL DE GAULLE ET L'OR. Les propos que le général de Gaulle a tenus le 4 janvier 1965 au cours d'une conférence de presse...

M. CHINAUD : non au nihilisme systématique

M. Chinnand (R.I., Paris) : « Ceux qui nient l'importance d'un plan qui répond à une situation, (et) lorrera l'emploi sont de mauvais ou choisissent toujours... »

Après avoir évoqué le retour à l'équilibre des finances publiques, M. Debré affirme que « la pente de l'endettement pour cause de dépenses de fonctionnement ou de consommation est dangereuse »...

tionnel), une « majorité sotte et sur elle une autorité ». Le démocrate, poursuit-il, fonctionne quand la majorité se sent unie pour un même combat...

La séance de nuit

En séance de nuit, les députés examinent les articles du projet de loi de finances. Sur l'article premier, qui reporte en principe de sept mois certaines échéances d'impôts directs...

LA MULTIPLICATION DES IMPAYÉS

La crise économique et l'extension du chômage ont affecté gravement la masse des impayés de toutes sortes : gaz et électricité, téléphone, qu'a évoqué Mme Gisèle Moreau (communiste) dans le débat...

BALLY INDIANA 300 F advertisement featuring an image of a black leather boot.

CHALANDON

politique de

(Lire la suite page 4.)

POLITIQUE

La session extraordinaire du Parlement

Les députés ont approuvé le plan de soutien

(Suite de la page 3)

Les députés examinent ensuite l'article 13 qui autorise le gouvernement à modifier par décret...

A l'article 15, qui ratifie le décret réorganisant pour 1975 le produit de la redondance radio-télévisive...

Abordant la situation de la Corse, M. ZUCCARELLI (rad. gauche, Corse) présente un amendement de son parti qui suggère...

Dans les explications de vote, M. D'EFFRÈRE, président du groupe des socialistes et des radicaux de gauche...

M. BALLANGER, président du groupe communiste, estime que « les échecs retentissants du pouvoir devraient finir de plus en plus de modérer »...

M. HAMEL (R.L.), souligne la solidarité de la majorité face à « une véritable guerre économique »...

(Suite de la première page)

Porte-parole de ce groupe, M. Alain Chalandon, ancien ministre, offre, certes, au gouvernement « le soutien actif et constructif de l'Union des démocrates pour la République »...

On devait en attendre bien d'autres, en fin d'après-midi, de la bouche de M. Debré, orateur principal du groupe U.D.R. Ce président du gaullisme, étonnamment un peu « marginal » et dont on sait depuis longtemps qu'il ne porte pas le gouvernement dans son cœur...

La majorité éprouvée

(Suite de la première page)

au programme commun de gouvernement de la gauche, tandis que le député de la Nièvre se bornait à le mentionner une seule fois...

Il resta, pour l'essentiel, que ceux qui espèrent une nouvelle passe d'armes entre les leaders de l'union de la gauche n'ont pas été comblés...

« été seule à ne pas prendre part au vote, après avoir expliqué dans les couloirs qu'elle ne pouvait refuser son concours au gouvernement... »

« La majorité éprouvée »

Les deux oppositions

(Suite de la première page)

Façon déguisée de réclamer un dispositif pour « encourager les secteurs à forte utilisation de main-d'œuvre et développer les initiatives régionales »...

« La gauche mise sur l'essentiel »

« La gauche mise sur l'essentiel »

L'U.D.R. et Antenne 2

A l'occasion de l'examen de l'article 15 du collectif budgétaire (répartition de la redondance radio-télévisive) M. Jack Falala, député communiste de la Seine-Saint-Denis, a refusé « de couvrir la politique d'austérité de la télévision et le contrôle de l'information par le gouvernement »...

M. Maurice Papon, député U.D.R. du Cher, rapporteur général du budget, est intervenu pour dénoncer, à partir du compte rendu de débat de mercredi après-midi à l'Assemblée, « le scandale de l'information télévisée sur Antenne 2 »...

cette chaîne ayant, selon lui, ignoré les interventions des orateurs de la majorité...

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

ADJ. en l'Et. de M. Courcier, not. à Meaux (51-04), le vendredi 26 septembre 1975, à 16 h. APPARTEMENT à PARIS (6e)...

UNE BOUTIQUE av. APPARTEMENT - 3 APPARTEMENTS 1 STUDIO et UNE CHAMBRE - CAVES SIS à PARIS-14e, 118, rue du Château...

BELLE PROPRIÉTÉ à IRANCY (Yonne) Mise à Prix : 80.000 F - Consign. 10.000 F

à IVRY-SUR-SEINE (94) 22, rue Pierre-Gurie et 23, rue J.-M. Poulmaoch LOGAUX à USAGE COMMERCIAL - Contenance 1.732 m2

PROPRIÉTÉ « La Maison Blanche » 28, rue René-Picque Hameaux d'HANNEUCOURT à GARGENVILLE 2 ha 84 a 55 ca

MAISON D'HABITATION, ATELIER, TERRAIN et JARDIN SIS à PARIS 19e 9, RUE DE BELLEVUE Contenance : 344,22 m2

IMMEUBLE à PARIS 5e Contenance 510 M2 19, quai de MONTEBELLO et 18, rue de la BUCHÈRE

Le président Pompidou avait, à l'époque, entériné ce glissement, en expliquant qu'on ne pouvait se battre seul indéfiniment...

« La gauche mise sur l'essentiel »

« La gauche mise sur l'essentiel »

« La gauche mise sur l'essentiel »

« La gauche mise sur l'essentiel »

UNE DÉLÉGATION DU A LA FÊTE DE « L'HUMAN »

Le parti socialiste sera représenté à la fête de l'Human qui se déroule samedi dimanche 14 septembre à Courneuve, par M.M. Gilles Cinet, membre du secrétariat général, et Georges Sarr, président du bureau exécutif.

« La gauche mise sur l'essentiel »

Journal 1975

150

POLITIQUE

AU CONSEIL DES MINISTRES

Les conditions de présentation à l'élection présidentielle seront renforcées pour limiter le nombre des candidats

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 10 septembre sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. A l'issue de la séance, M. André Borel, secrétaire du gouvernement, a procédé à la lecture du communiqué officiel suivant (nos dernières nouvelles datées 11 septembre) :

LE STATUT DES FONCTIONNAIRES

Le projet de loi portant diverses dispositions du statut général des fonctionnaires a été adopté. Elles ont pour objet de renforcer la responsabilité des fonctionnaires et de leur offrir de meilleures conditions de travail. Le projet prévoit notamment l'instauration d'un statut général des fonctionnaires, la mise en œuvre de dispositions relatives à la formation des fonctionnaires, et la création d'un conseil supérieur de la fonction publique.

A TRANSMISSION DES RELEVÉS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs et à réduire les délais de traitement.

SPORTS ET LOISIRS

Le conseil a adopté un projet de loi relatif aux dispositions applicables à certains sports et loisirs.

F. ESSIG, DÉLÈGUÉ À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le conseil des ministres a nommé M. François Essig, député de Paris, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

à tête de la DATAR, dans son rôle actuel, M. François Essig aura au moins quatre ans de mandat.

Comment redéployer géographiquement l'industrie française ?

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à la répartition géographique de l'industrie française. Le projet vise à encourager le développement industriel dans les zones sous-développées.

CONGRÈS

Le congrès de la République a lieu du 15 au 17 septembre à la Sorbonne. Le thème du congrès est "L'Europe et la France".

LE DÉPART DES RELEVÉS

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs. Le projet vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

A L'INVITATION DE M. FORD

M. Giscard d'Estaing se rendra aux États-Unis du 17 au 20 mai 1976

M. et Mme Valéry Giscard d'Estaing se rendront en visite officielle aux États-Unis, du 17 au 20 mai 1976, à l'invitation de M. et Mme Gerald Ford. Les lettres d'invitation ont été échangées entre les deux présidents.

Dans sa lettre d'invitation, adressée le 25 juillet à M. Giscard d'Estaing, M. Ford rappelle que les États-Unis célèbrent, en 1976, le bicentenaire de la fondation de la nation américaine. Il ajoute : « La France est la plus vieille amie de l'Amérique et son premier allié. Votre visite soulignera les liens très anciens et très étroits qui unissent les deux peuples. »

LE DIALOGUE PAYS INDUSTRIALISÉS-PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Le ministre des affaires étrangères a exposé le déroulement des travaux de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur la coopération internationale et le développement.

UNE RÉUNION DU CONSEIL VENDREDI POUR LA RELEVÉS

Un conseil des ministres exceptionnel sera réuni le vendredi 12 septembre à 21 heures afin d'arrêter les mesures permettant une mise en œuvre plus efficace des dispositions du programme de soutien.

Le conseil des ministres, réuni le 24 septembre, arrêtera le projet de budget pour 1976.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

LES RELEVÉS DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le projet de loi relatif à la transmission des relevés des actes administratifs a été adopté. Il vise à améliorer l'efficacité de la transmission des documents administratifs.

Bucarest? AUSTRIAN AIRLINES Les hommes les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 266-34-88

Un événement en France : la Collection Les Grands Prix du Disque. 3 disques pour le prix d'un seul !



... et continuez d'en recevoir A MOITIÉ PRIX et même GRATUITS!

Aujourd'hui, pour la première fois, nous avons réuni dans une Collection qui fera date, les plus grandes interprétations des chefs-d'œuvre immortels de la Grande Musique. Des interprétations qui ont marqué les mémoires du monde entier. Celles qui ont conquis les cœurs de millions de mélomanes.

Une offre exceptionnelle d'audition gratuite. Avant de prendre votre décision, nous vous offrons à titre de cadeau de bienvenue un disque gratuit pour 2 commandes au prix Club, mais pas plus de 2 disques gratuits par commande. De plus, vous pouvez choisir 2 disques à moitié prix. Donc, 2 disques au prix Club + 2 à moitié prix + 1 gratuit. Trouvez-vous l'exception à payer !

BON D'EXAMEN GRATUIT à renvoyer à la Collection "LES GRANDS PRIX DU DISQUE". Club DIAL, Avenue François Arago - 92160 ANTONY. Oui, envoyez-moi les 3 disques 30 cm stéréophoniques (prix 3 Grands Prix) des 3 plus belles Symphonies de BEETHOVEN dirigées par Herbert von Karajan. Après 10 jours d'audition gratuite, je pourrai soit vous les renvoyer, soit les garder tous les trois pour le Prix Club d'un seul disque : 49,50 F seulement + 6 F de port. Si je les garde, je m'engage à acheter dans les 3 semaines suivantes 6 disques au Prix Club (soit au total 24 disques) ou 2 disques au Prix Club + 2 à moitié prix + 1 GRATUIT. Après l'achat de 6 disques au Prix Club, j'ai droit à un disque gratuit chaque fois que j'achète 2 autres disques au Prix Club (soit au total 24 disques) ou 2 disques au Prix Club + 2 à moitié prix + 1 GRATUIT. Après l'achat de 8 disques au Prix Club, je peux annuler mon abonnement à tout moment par simple lettre. Je peux aussi souscrire à la collection par simple lettre, sans bénéficier de l'offre : 24 disques au Prix Club, soit 24 disques à moitié prix, et 24 disques gratuits, donc sans obligation d'achat.

1975 12 12

AMÉRIQUES

La nouvelle affaire Hoffa ou la corruption dans les syndicats américains

une revue des partis et services

de la première page.

histoire minable et grossière et montée en comparaison du tome défilé par un Jimmy Hoffa, personnage d'une autre argure que Boyle, aux épaules jadis quatre fois supérieures du second et régnant, non sur quelque cent mille, mais plus de deux millions d'affiliés, asters, apparentés et satellites, puisque ces routiers englobent la plupart des camionniers, des boulangers, des bûcherons et des agents de police. Les questions se posent comme d'habitude à l'égard d'un homme qui n'est pas habitué à ne les syndiquer de son pays, soient turbulents ou paisibles, défrayant la chronique claire plutôt que l'actualité. Pour un généraliser à partir d'un Boyle, d'un Hoffa et de pareils plus discrets? Comment se fait-il qu'avec leur réputation, les *teamsters* aient pris l'habitude d'une intersyndicale tout seuls, et qu'ils recueillent chaque année des dizaines de millions de dollars de cotisations? Pourquoi leur reproche-t-on, et quelle est la base du mot « corruption » dans ce langage et le vécu quotidien des Américains?

des confins de la morale

Sur ce point, un article récent de *Business Week* a été pour nous que, d'une manière générale, les syndicats ne sont ni si purs ni si corrompus que le dit la *société américaine* qui a élargi le débat jusqu'à la vertu d'une collectivité morale? Tout au plus peut-on dire que les critères de dignité publique varient selon le degré d'intégration. Si la dignité individuelle ne statue d'elle-même sur la licéité et la sanction externe des dérapages. Au pays

de *Industry proceeding* (procédure contradictoire) au civil comme au pénal; il est fatal que la distinction entre le bien et le mal soit matérie à appréciation élastique.

Le con-man, l'astroturf, l'estampage, n'est pas qu'un figurant sur la scène du folklore américain. Il a seulement quitté le bord du trottoir ou l'arrière-boutique pour de spacieux bureaux. L'abus de confiance, ce « white collar crime » (crime des employés) par excellence, ce fléau respectable, n'est qu'un prolongement audacieux de la publicité mensongère, contre laquelle on se est venu à édicter, dans les années 60, des lois draconniennes. Et que dire de la moralité des grandes corporations américaines obligées de confesser devant des commissions du Congrès qu'elles ont distribué des dizaines de millions de dollars (et sans doute davantage) plus ou moins bien camouflés dans leur comptabilité, pour acheter des acheteurs étrangers, ou décrocher des contrats de l'administration?

Le dollar-express

Qu'on le liasse dans son ensemble pour amoral ou plus crédule que les autres — les deux se complétant à merveille — la société américaine est, avant tout, une société sans précédent. On trouverait-on ailleurs un amalgame dépassant les deux cents millions d'habitants — le double d'il y a seulement cinquante ans — exclusivement d'immigrants? Population d'immigrants, venus à une génération ou à une autre chercher littéralement fortune sur un continent qui, récemment encore, symbolisait l'abondance à la portée de tous.

Mais pas l'abondance fastidieusement attachée à la terre que le laboureur de La Fontaine promet à ses enfants, la propriété au coin de la rue, le *quiet buck*, le dollar-express, le coup de

chance, qui va bien finir par arriver. La « rûte vers l'or » ne fut qu'une péripétie particulièrement fébrile et colorée d'un élan permanent. La veine spéculatrice traverse de part en part l'histoire du continent américain. Ses héros, un Franklin, un Washington, un Jefferson, pour ne citer que les plus vénérables, se livrèrent à des opérations foncières et autres qui seraient inconcevables aujourd'hui.

Cette course au trésor, où s'engouffraient des énergies fabuleuses, n'admit longtemps ni répit ni retour en arrière. Les sociétés d'entraide d'apparurent qu'à la fin du XIX^e siècle (mieux appelé, tel le *brotherhood* — faut-il dire « confrérie »? — des *teamsters* en proviennent) quand le mirage s'évanouit, sans pour autant se dissiper à l'horizon des croyances nationales, entre un conflit massif avec la criminalité des réalités : un conflit qui va donner naissance à la grande littérature américaine. Mais le gouvernement, celui de Washington comme celui des Etats membres de la Fédération, n'en continua pas moins à assurer l'imperturbabilité, jusqu'à une époque toute récente, son « devoir d'imperturbabilité » envers les citoyens : presque pas d'impôts, mais pas non plus d'assurances sociales, d'assurance-maladie, d'allocation-vieillesse.

Qu'est-ce que cela peut bien avoir affaire, pensera-t-on, avec la corruption syndicale et celle des *teamsters* en particulier? Plus qu'on ne peut l'imaginer à distance. Certes, la majorité des syndicats américains, s'ils consentent de leurs origines un penchant à l'oligarchie et au nepotisme, ont une organisation et des pratiques honorables. Qu'ils soient devenus des « puissances d'argent » est conforme à l'idéal américain et leur « contre-valeur » d'institution. Mais le dollar est un argent qui dégage une odeur trépidante pour prébendiers de

tous callures — aucun syndicat américain n'échappe à la pléthore bureaucratique, — les parasites de tous poils et, à l'occasion, les rapaces et les requins des grandes profondeurs.

Le véritable proxénétisme pseudo-syndical, avec ses violences souvent sanglantes, que dénonçait le film *Sur les quais*, aurait-il disparu de lui-même dans les délices de la société dite « post-industrielle »? Autour de 1970, les beaux jours de la Mafia et de ses années semblèrent tirer à leur fin. Une longue enquête, menée alors dans l'Etat du New-Jersey, un de ses flots jadis les plus solides, la monastère associée et presque reconstruite dans l'aristocratie. Dans le même temps, les capitaux drainés par les caisses de retraite syndicales s'accroissaient à un rythme soudain accéléré : ce n'était pas le moment de lâcher prise, car on s'attendait à ce que le « crime organisé » s'étendît, ses tentacules reprenant une vigueur nouvelle. Le *quiet buck* voulait dire maintenant des centaines de millions de dollars à brasser. L'anarchie du régime des pensions sautait de renachronisme : la « corruption de papa ».

Le scandale des caisses de retraite

Anarchie telle qu'elle autorisait, pour prendre un exemple un Tony Boyle à créer une caisse de retraite à laquelle il était seul inscrit. Aux Etats-Unis, les caisses de retraite professionnelles comptent plus de dix millions de cotisants, ce qui fait de la législation théorique en vigueur. Il y a eu, en 1970, 30 000 selon l'annuaire statistique fédéral, 40 000 selon d'autres sources, 300 000 d'après d'autres encore. Elles couvrent, environ trente-deux millions de salariés et gèrent des fonds d'importance variables selon les cas, mais totalisant, à ce jour, quelque 170 milliards de dollars. C'est un « magot » de taille, gonflant sans cesse (il a plus que triplé en dix ans, et pourrait atteindre 250 milliards en 1980), très dépendant de la conjoncture boursière, et des convulsions qu'il allume.

La structure de ces « pensions-plans » est des plus fragiles. Dans les cas où l'on cotise le même de l'emploi, deux cotisants sur trois ne peuvent transférer leurs « points de retraite » d'un employeur à un autre. Ces caisses sont des organismes privés, que les autorités fédérales ne supervisent que de très haut. Elles n'ont sur elles qu'un droit de regard et d'intervention restreint, rendu tout à fait épisodique par les efforts ridicules du personnel qui pourrait l'exercer. Ce qui signifie que ces « plans » naissent et expirent sans formalités vétilleuses et que les bénéficiaires supposés sont étudieusement à la merci d'une mauvaise surprise.

Certains cotisants, victimes étonnées de ces absurdités légales, saisissent la justice de leurs malheurs. Les tribunaux, surchargés et surmenés, se perdent dans la jungle d'une « prévoyance » à van-jean. Le scandale de ces spoliations a pris de telles proportions que le Congrès s'en est ému. Une loi passée en 1974, mais qui prendra effet le 1^{er} janvier 1976, seulement, rassemble sur le papier tout ce qu'il faut de contrôle fédéral des caisses privées et tente d'y introduire un minimum de cohérence. Les experts n'en attendent pas de miracles.

Le syndicat des *teamsters* possède ses propres caisses de retraite (pas moins de deux cents, paraît-il) et laisse à chacune une large autonomie. Elles disposeraient d'environ 4 milliards de dollars et sont ponctuellement alimentées par un versement mensuel moyen de 22 dollars par cotisant. On comprend pourquoi les *teamsters* recrutent à tour de bras — au figure comme au propre. Si l'union fait la force, les petits ruisseaux font les grandes rivières. Et à leur embouchure que se passe-t-il? Selon certains observateurs, l'échec des prestations ne serait pas de problème dans de nombreuses régions. Il en va autrement à la caisse des Etats du Centre, dont le siège est à Chicago, et qui regroupe les adhérents de douze Etats du Middle-West et du Sud-Ouest et collecte annuellement quelque 40 millions de dollars de cotisations. Jimmy Hoffa est mêlé de près à ces opérations depuis 1950. Récemment, un procès gagné par un officiel dissident des *teamsters* a permis d'extraire des archives les comptes du « porte-feuille » de cette caisse centrale, suspecte d'être depuis longtemps sous la coupe d'affairistes directement branchés sur le milieu. Le *Wall Street Journal* s'est procuré une copie de ce document et en a sorti une série de trois articles parus en juillet dernier.

La gestion de ces énormes sommes repose sur deux principes relativement simples : en premier lieu, une extrême rigidité dans la validation des droits au versement de la pension ; en second, l'obtention d'avoir rempli, au cours de sa carrière, des conditions qu'on ne lui a jamais expliquées clairement ou auxquelles son métier même l'aurait mis hors d'état de satisfaire. En second lieu, une extrême complaisance envers des individus discrédités, à qui la caisse consent des prêts généreux pour investir dans des projets immobiliers plus ou moins volontairement aventureux où elle n'a pas peur de « laisser des plumes » ; ce ne sont jamais que celles des « pigeons » qui cotisent.

Le *Wall Street Journal* a soumis le dossier à l'analyse d'une firme

d'experts-comptables spécialisés dans la gestion des fonds de retraite. Le rapport qu'elle a rendu n'est qu'une longue *Horror Story*. Mais le mécanisme de cette carambolade est si bien rôdé que le ministère fédéral de la justice, qui a entamé à plusieurs reprises des poursuites contre les dirigeants de la « caisse centrale » et leurs complices, n'a pu obtenir un jugement qui la démantèle. Les compétences ne leur manquent pas : le « mandat » de ce petit monde à gros moyens est un M. Allen Dorfman, propriétaire d'un cabinet d'assurances à Chicago qui fit sans peine de prison ce qui lui imputa, et connaît le détail des arguties juridiques qu'il peut égarer la logique d'un procureur. Il a de l'expérience : c'est le fils d'un conseiller d'Al Capone.

Sur cette toile de fond, la disparition de Jimmy Hoffa, dont sont probablement responsables ses anciens associés, peu désireux de le réinstaller dans ses lucratives prérogatives — échues à son successeur en titre, Frank Fitzsimmons, qui y tiense placidement le sac de ses vieux jours, n'apparaît comme une faute. Elle a provoqué la mobilisation de deux cents agents du F.B.I., l'ouverture d'une information contre X., donc la convocation d'un « grand jury » fédéral, instance à pouvoirs d'investigation étendus (trop, selon les champions des droits de la défense). Hoffa n'était pas l'importe qui. C'était une vedette à sa manière. Le retirer de la circulation, voire le supprimer, en employant sans doute contre lui les méthodes qui ont fait la puissance et la honte des *teamsters*, c'est courir une épreuve de force retentissante. Le F.B.I., les pouvoirs publics, l'opinion, ont supporté des années durant, avec une longanimité presque complaisante, les extorsions et le brigandage de la direction d'un syndicat taré à sa tête. Ou bien l'affaire donnera le signal d'une campagne d'épuration des *teamsters*, ou bien un nouvel échec de cet effort d'assainissement indiquera aux intéressés que rien ne s'oppose plus à l'extension impunie d'activités criminelles.

ALAIN CLÉMENT.

LA MARGUERITE VA FRAPPER.



RANK XEROX

grand succès de **histoire critique de la pensée**

est dû à l'exposé particulièrement clair du développement de la pensée au cours des âges et à la vue d'ensemble que l'auteur nous donne des conceptions scientifiques, philosophiques, politiques et religieuses de notre temps. En un siècle de spécialisation extrême, une telle synthèse est éminemment utile et appréciée.

L'ouvrage comprend quatre volumes vendus séparément :

- Volume 1 La bataille des idées en religion
- Volume 2 La bataille des idées en philosophie
- Volume 3 La bataille des idées en science
- Volume 4 L'approche de l'harmonie

IX EDITIONS
NSEE
IVERSELLE
QUAI AUX FLEURS
PARIS

LA MARGUERITE VA FRAPPER.

est dû à l'exposé particulièrement clair du développement de la pensée au cours des âges et à la vue d'ensemble que l'auteur nous donne des conceptions scientifiques, philosophiques, politiques et religieuses de notre temps. En un siècle de spécialisation extrême, une telle synthèse est éminemment utile et appréciée.

L'ouvrage comprend quatre volumes vendus séparément :

- Volume 1 La bataille des idées en religion
- Volume 2 La bataille des idées en philosophie
- Volume 3 La bataille des idées en science
- Volume 4 L'approche de l'harmonie

Vienne?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient


Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 236.34.66

Vacances de grande ville

STROPEZ HOTEL BYBLOS

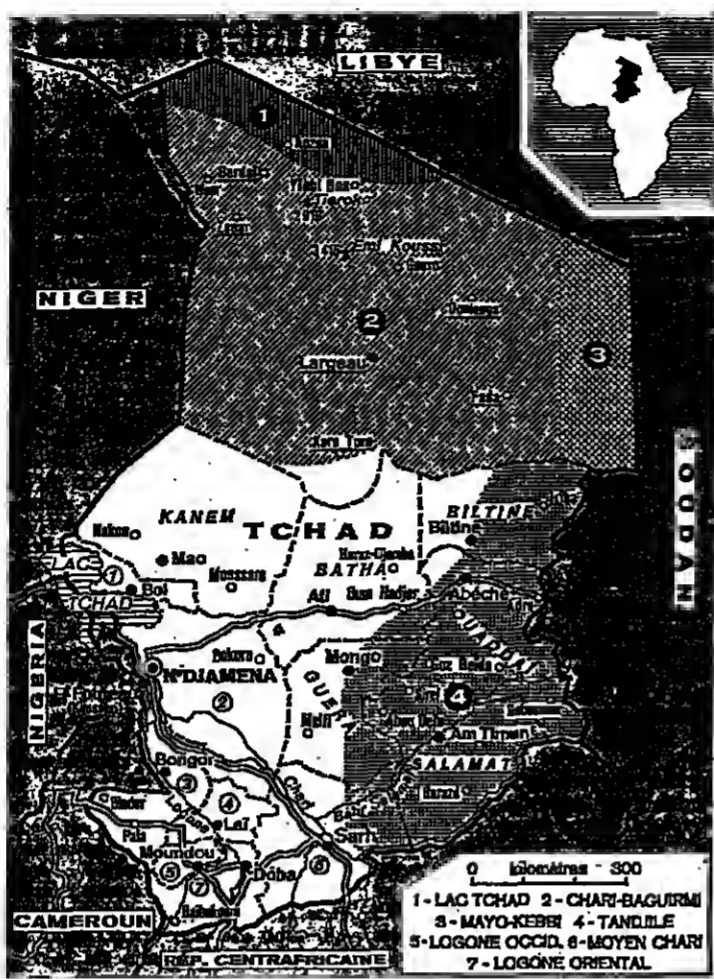
PHONE (04) 87.00.04 - TELEX 57.203 F

LA MARGUERITE N'A PAS LA MEMOIRE COURTE.



RANK XEROX

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'AFFAIRE



1. Zone occupée par les forces libyennes. — 2. Zone tenue par les rebelles de la 1^{ère} armée (Hissène Habré), sauf les villes sougouates, qui ont une garnison tchadienne. — 3. Zone où se déplacent des éléments du FROLINAT (Abba Siddick). — 4. Zone d'action Ours des villes de la 1^{ère} armée et du F.L.T. (Front de libération du Tchad, petit mouvement régional de partisans dans le Biltine). La région Nord forme l'ensemble Tibesti (autour de Bardaï), Borkou (Largau), Kenedi (Fada).

Le drame que vit Mme Claude, déjanté avec son mari par les rebelles du Tibesti et menacé d'être exécuté le 23 septembre, a trouvé, le mercredi soir 10 septembre, un réconfortement considérable avec la diffusion, sur la première chaîne de télévision, d'une émouvante interview de l'atage. Mme Claude a violemment dénoncé la « lâcheté » de l'attitude française, que M. Abella, ministre de la coopération, s'est appliqué à justifier.

Poursuivant les tentatives de négociation avec les autorités N'Djamena, M. Journaux, conseiller technique à l'Élysée, a été mercredi par le général Félix Malloum, chef de l'État tchadien, avec qui il a eu un long entretien. Il avait déjà rencontré le veu Rien n'a filtré des discussions. Le Dorsal Wodi Kschidami, chef spirituel et temporel Toubous, est arrivé mercredi dans la capitale tchadienne à l'É

Les rebelles toubous: un millier d'hommes sous les armes et un embryon d'administration

C'est une population très originale qui se trouve en dissidence, au nord du pays, contre le gouvernement tchadien. L'un des rares spécialistes de la région se dit « surpris qu'il existe encore un peuple toubou. Logiquement, il aurait dû être balayé, anéanti ou assimilé par ses voisins et ses adversaires: nomades sédentaires, sédentaires d'origine, enfin États nomades centralisés » (1). L'historien explique sans doute pour une part l'après des hommes et la caractère irrécusable de leur résistance.

Les rebelles qui détiennent Mme Claude contrôlent tout le nord du pays, à l'exception de cinq palmeraies tenues par des garnisons de N'Djamena, navigables par air. S'agissant de nomades en déplacement incessant, ce « contrôle » revêt évidemment dans une zone désertique, un sens un peu particulier, mais il semble que la plus grande partie des soixante mille à quatre-vingt mille habitants de cette zone reconstruisent l'autorité du « Conseil de commandement des forces armées du Nord » (C.C.F.A.N.). L'état-major des rebelles se trouve dans le triangle Bardaï-Zouar-Yibbi-Bou, et ils n'ont pas été délogés par les forces tchadiennes, et naguère françaises, des palmeraies de Wour et Gouro. Ils assurent disposer d'un millier d'hommes sous les armes, mais les journalistes qui les ont rencontrés n'ont jamais

vu de rassemblement d'unités supérieures à cent cinquante combattants. Soldats-paysans, ceux-ci comprennent généralement la « vie civile » trois ou quatre mois par an.

Une hiérarchie assez lâche

Violemment dénoncé d'Alger par M. Abba Siddick, dirigeant du FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad), les rebelles du Nord aspirent à démanteler le « régime » que l'homme politique exilé est sans autorité réelle sur les diverses dissidences. Dans leurs zones — et principalement dans le Tibesti, où le relief leur garantit l'invulnérabilité — ils ont tenté de mettre en place une « administration ». Ils obtiennent l'essentiel de leurs ressources en rasant les caravanes ou les commerçants qui assurent le trafic avec la Libye, et ils assurent que les « combattants douzeurs » retirant de ces interceptions 100 millions de francs C.F.A. (1 F C.F.A. vaut 0,02 F français) par an. Cette somme paraît fortement surévaluée. Ils l'utilisent à se procurer un matériel léger et des vivres, et ont même, pour équiper leurs écoles de Gouro et Yibbi-Bou, et Boukomi vice-président du « régime », non-alignement. La hiérarchie au sein de la « deuxième armée » est assez lâche. Elle comporte, soumis au « conseil de commandement » d'une douzaine de membres, des « chefs de détachement » et des « chefs de postes », qui commandent des milices locales. Parmi

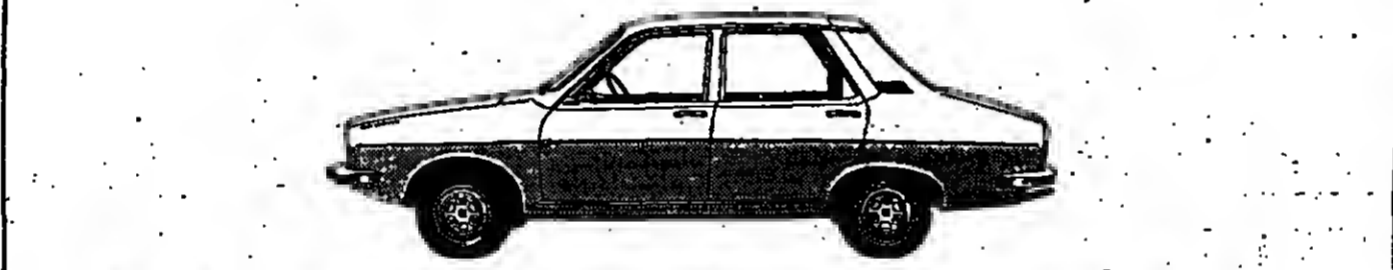
les principaux dirigeants du mouvement, on relève surtout les noms d'Adom Togl, « chef d'état-major », ancien conseiller à N'Djamena, passé à la rébellion avec les fonds dont il disposait, et Boukomi, vice-président du conseil de commandement, fils du Dorsal, qui est le chef spirituel des Toubous, rentré récemment à N'Djamena. Trois des frères de Boukomi ont été tués dans des affrontements avec les forces tchadiennes soutenues par le corps expéditionnaire français. Hissène Habré a pris récemment des contacts avec la « première armée » opérant dans l'est du pays — et commandée par le général Barghliani — afin d'organiser « avant la fin de l'année » un congrès qui désignerait une direction politique et militaire commune.

Les objectifs du mouvement

Sur le plan idéologique, les rebelles toubous du Nord ont toujours été animés par des considérations religieuses ou raciales. Très bien informés par l'écoule des radios — avec, semble-t-il, une prédilection pour les émissions africaines de la Deutsche Welle — ils ont une admiration particulière pour les Palestiniens (surtout pour Georges Habbache), et une sympathie souvent exprimée pour le régime soviétique. S'ils analysent les problèmes en termes marxistes, ils rejettent toute allégeance à l'égard de Moscou ou de Pékin. Leur long et manifeste politique — après avoir condamné le régime de N'Djamena « parvenu au pouvoir grâce aux machinations néocolonialistes » — est maintenant au stade de l'élaboration de la France accorda un suris à sa validité. — exprime les objectifs du mouvement dans les termes suivants: « Institution d'un pouvoir constitutionnel national, populaire et démocratique; adoption de la voie socialiste de développement, reconnaissance, libre exercice et garantie des libertés fondamentales; unité de la nation tchadienne; égalité en droit; éradication du tribalisme; progrès économique, social et culturel; réalisation du rêve de vie: « prise en main et contrôle

de l'économie nationale, notamment nationalisation des secteurs-clés de l'économie démantèlement et retrait des bases militaires françaises; création nationale et interdiction toute présence militaire étrangère; lutte contre la colonisation néo-colonialiste, l'impérialisme sioniste et le racisme sous ses formes; le non-alignement. » Les cadres de ce mouvement, les rebelles toubous, ont des formulations politiques très précises, et sont persuadés que leurs désaccords idéologiques — aussi évidents que leurs attitudes très différentes en matière religieuse — « seront réduits à néant » par la « révolution nationale » et la « prise en main » de la France. Les rebelles toubous ne font pas de distinction entre violence et non-violence. Ils sont « charitables, opportunistes et ambitieux et perfides, assois pouvoir et de prestige ». Ils détestent actuellement le régime de Tripoli à « une telle mesure » en installant de à deux cents de ses soit Assou. Cette opposition aux nouvelles « exerce depuis le n'a pas peut fait pour l'audience des rebelles, p le relais dans la défense de des autorités centrales locales.

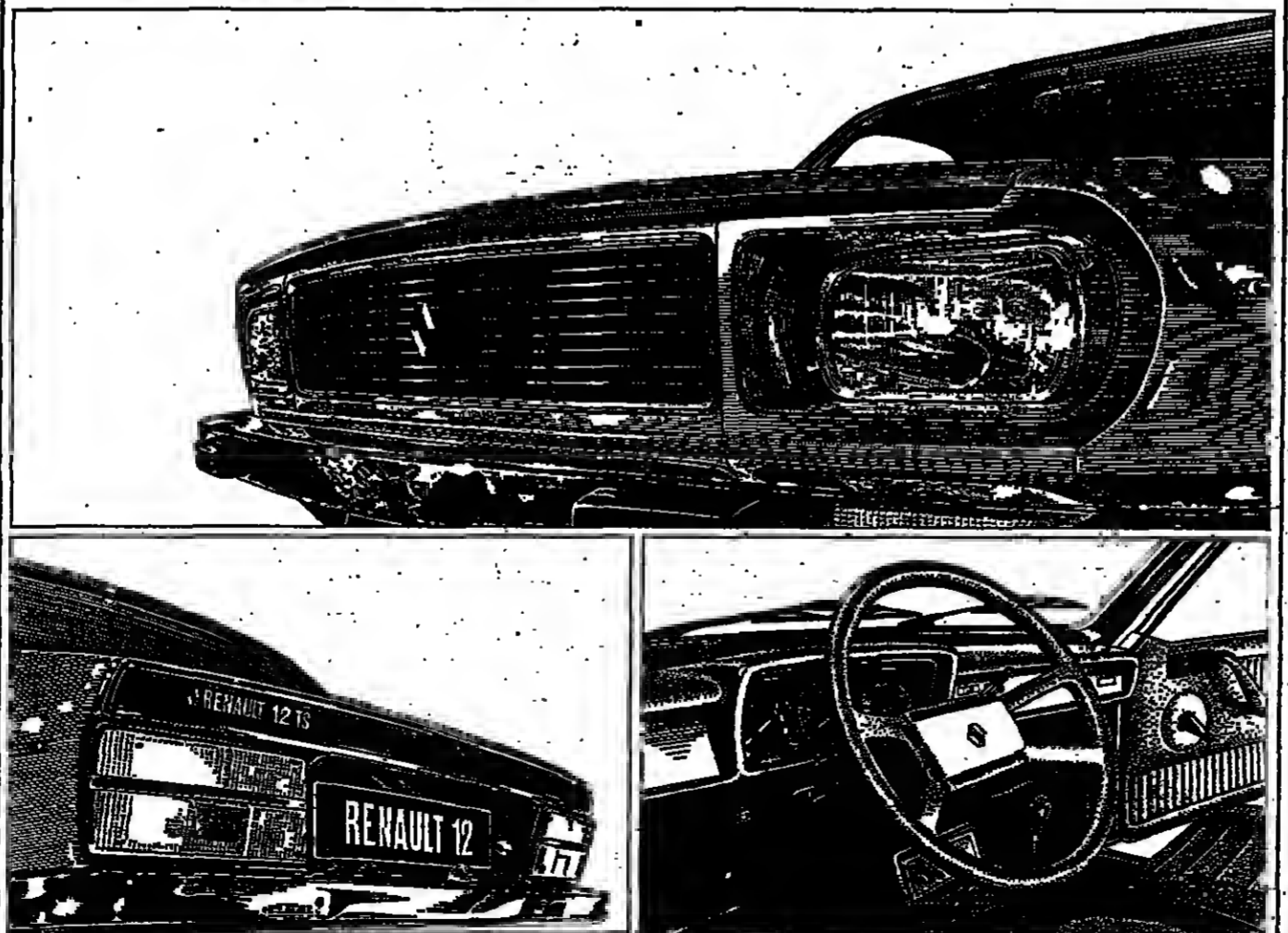
Isolés par la géographie, ils ne peuvent sérieusement compter sur le pouvoir de N'Djamena. Les rebelles du Nord craignent de perdre une indéfinissable et incertaine de l'opinion et conséquence. La prise d'otages pendant avant tout au sous « faire connaître ». Elle a jours été présentée par M. E Habré comme une « mesure nécessaire » qui permettrait d'obtenir de la France une « rançon », mais une « rançon » venant d'hommes attachés aux formes « usées » et soutenus de si « perdre la face » l'ultime qui expira le 23 septembre particulièrement inquiétant.



1976: la Renault 12 est en beauté.

Sa calandre a changé. Les feux et les bords ont été incorporés dans le pare-chocs avant. A l'arrière, les feux sont larges et forment une ligne très harmonieuse qui inclut à la fois les feux de signalisation, les feux de stop, et les phares de recul. La lisibilité de tous les cadrans du nouveau tableau de bord est parfaite. Toutes les commandes sont réunies sous la main pour éviter les gestes inutiles.

RENAULT 12 - Berlina, 4 versions dont 1 version à boîte automatique. Breaks, 4 versions dont 1 version à boîte automatique. Prix clés en main, de 20.500 F (Renault 12L essence ordinaire) à 25.500 F (Break Renault 12 "Automatic"). Prix au 15/7/75.



RENault préconise elf. Le réseau Renault: 6.000 voisins utiles.

BON A DÉCOUPER
Je désire recevoir une documentation sur la Renault 12.
Nom: _____
Adresse: _____
Retourner ce bon à Renault Information: B.P. 142 - 92109 Boulogne-Billancourt

Portrait Hissène Habré

Un sous-préfet devenu chef rebelle

Raymond Depardon, photographe à l'agence Gamma et à l'interview de Mme Claude, retracé ci-dessous le portrait Hissène Habré, le chef des rebelles toubous, qu'il a rencontré plusieurs reprises dans le Tibesti.

Le « chef de la 1^{ère} armée de marche du Nord », grand et mince, le geste félin, portant des lunettes teintées qu'il cache très rarement pour dévoiler un regard étrangement clair, reçoit ses très rares hôtes étrangers avec une réserve proche de la timidité qui ne doit pas être courante chez les guerriers du tiers-monde, et qui colore de modestie un incontestable charme personnel. Pourtant, le militaire Stan, dont il ne se sépare jamais, semble destiné à rappeler aussitôt le choix de la violence.

S'exprimant dans un français châtié, le défilé lent, Hissène Habré impose visiblement à ses compagnons qui se succèdent dans la grille où, assis en tailleur et portant volontiers une petite casquette à la cubaine, il donne ses directives. Le « Malloum » — chef — semble entouré d'une sympathie administrative et assez égalitaire, et ce n'est violemment pas une ordonnance, mais on sent qu'il se décharge parfois, dans les marches, de sa couverture ou de son sac.

Né en 1942 à Largau, ce Dars, membre d'une ethnie de nomades sahariens, est l'un des rares privilégiés qui ont pu mener leurs études à leur terme. Bourcier, il a obtenu en France la licence en droit et a fréquenté l'Institut des hautes études d'outre-mer et l'École des sciences politiques. Rentré au Tchad, en 1971, nommé sous-préfet de Moussourou, il est ensuite chargé de réduire la rébellion. Il en rajoute les rangs et se rend à Tripoli, où M. Abba

Siddick, chef du Frolinat, au avec une immédiate et éu antipathie ce rallié trop doué n'être pas un concurrent. En il se retrouve au Tibesti, où il nise la dissidence.

Cet homme attaché aux form idéologiques au point d'avoir, nous, demandé à nos deux compagnons en short dans ce désert, de « se mettre en tenue é noble », apportait en effet, à compagnons ce qu'ils cherchaient constamment: la caution de caston, précieuse aux libérés, jours irréprochable dans sa t qui le distingue de ses congés et presque égaux du « conseil » est beaucoup plus modéré en que dans les proclamations, pourtant où l'idée de cette d'otages qui devait « élever l'ign du monde » et « mettre France devant ses responsabilités ». Sent-il combien il est difficile, à odieux, de jouer de la vie d femme tout en demeurant ce gl laro d'allure technocratique et ton érelin qu'il aspire à être, évis visiblement de rencontrer otage. Et il nous paraît sin lorsque, en écoutant la longue pis da Mme Claude, que nous av enregistré pour le télescop, nous dit: « Je suis bourgeois. Mais n'entendait-il pas, encore forte, le voix de ce que des rebelles eux-mêmes, des qu'ils aspirent pouvoir, considèrent comme « raison d'État » ?

RAYMOND DEPARDON

american home réfrigérateurs-congélateurs USA
ADMIRAL - FRIGIDAIRE - GENERAL ELECTRIC
65, avenue d'Iéna (16^e) (place de l'Étoile - Charles-de-Gaulle)
727-24-77

Jouillet 1975

L'AFFAIRE LAUSTRE

150

...ournée de « pacification » de quinze jours dans le Tibesti. Il a pris contact dimanche avec M. Hissène Habré. Il va rendre de sa mission aux autorités.

LE MINISTRE ET LES LARMES

Par la grâce de la télévision, le visage de Mme Claustre, détonnant par des querelles de plus en plus sauvages et les plus ahurissants du monde, le massif Tibesti au Tchad, sont devenus une affaire nationale. Plusieurs millions de téléspectateurs ont suivi, mercredi soir sur la chaîne, le film remanié Raymond Depardon, reporter-magasin de l'agence Geste, qui a été autorisé, le 20 août, à rencontrer la capitale.

C'est un drame, dans la plus pure et la plus sobre des traditions, qui s'est noué ainsi sous le regard d'un paysan. C'est un drame, dans la plus pure et la plus sobre des traditions, qui s'est noué ainsi sous le regard d'un paysan. C'est un drame, dans la plus pure et la plus sobre des traditions, qui s'est noué ainsi sous le regard d'un paysan.

L'armée est chargée d'établir une « zone tampon » entre Tripoli et Zghorta

Le gouvernement libanais a rendu public, mercredi soir 10 septembre, sa décision de faire appel aux militaires pour contribuer au rétablissement de l'ordre dans le nord du pays. L'armée a reçu des instructions pour établir une « zone tampon » entre Tripoli et Zghorta, sans intervenir directement dans les deux villes, où le maintien de l'ordre relèvera toujours des forces de sécurité intérieure.

De notre correspondant Beyrouth. — C'est un véritable accord de séparation des forces, dans le plus pur style Kissingerien, que le gouvernement libanais vient d'imposer aux combattants de Tripoli et de Zghorta, qui s'affrontent depuis plus de dix jours dans le nord du pays. Il a fallu quelques heures de laborieuses et tumultueuses négociations, étalées sur deux journées, pour que le conseil des ministres réuni sous la présidence de l'éminent homme d'Etat, la décision aussi équivoque qu'étrange.

PROCHE-ORIENT

Liban

La grande colère des Tripolitains

(De l'envoyé spécial de l'A.F.P.) Tripoli. — La deuxième ville du Liban, à 80 km au nord de Beyrouth, s'efforce de surmonter son principal problème, après avoir été isolée pendant trois jours à la suite de l'assaut de douze musulmans tripolitains par un chrétien du village de Zghorta (le Monde du 9 septembre), est celui de l'approvisionnement en eau. Des rixambelles brutales d'habitants assésésés mercredi les quelques postes défilant encore le précieux liquide, ordinairement tiré par l'arrosage du gazou ornant le terre-plein central de l'avenue principale qui traverse le grand port du Liban.

Selon une source israélienne

La radio égyptienne a mis fin à ses émissions de propagande contre Israël

Les trois principales stations de la radio égyptienne, dont la Voix des Arabes, qui diffuse à l'intention de l'ensemble du monde arabe, ont cessé leurs émissions de propagande contre Israël depuis environ trois semaines, annonce l'agence américaine UPI, citant une source israélienne bien informée.

LA FIN DE LA VISITE DE M. HUSSEIN EN FRANCE

M. Chirac estime que les vues françaises et irakiennes sur l'indexation du pétrole « sont extrêmement proches »

« Il n'y avait pas d'objectif unique à ma visite, mais plusieurs axes de réflexion de notre stratégie politique. Nous considérons que les résultats recherchés ont été obtenus. Nous avons atteint nos objectifs et nous sommes satisfaits », a déclaré M. Saddam Hussein, le mercredi 10 septembre, après un ultime entretien, à déjeuner, avec M. Chirac. Le vice-président irakien a quitté Paris ce jeudi. Il a obtenu français on se déclare également satisfait de cette visite.

CLAUSTRE : Ah ! s'il y avait eu un ambassadeur en ne Had

Comment se passent vos idées ? Une journée... une journée... de penser à l'acte présent. Je ne pense à rien. J'étais tout ce que je faisais. L'essai de ce que j'ai fait la vie et ce que c'est de travailler. J'étais tout ce que j'ai fait la vie et ce que c'est de travailler.

M. ABELIN : des initiatives privées ont empêché un accord.

« J'ai entendu la confession et étonné de Mme Claustre, a déclaré M. Abelin au cours du journal d'ITT. Comment ne pas comprendre qu'elle se sente sacrifiée ? Elle n'est pas une femme qui se sacrifie. Elle n'est pas une femme qui se sacrifie.

ASIE

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Rouget des lies... Port-Moresby (A.F.P.). — C'est sur l'air, ce presque les paroles de la Nouvelle-Guinée, que commence l'hymne national de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Moscou?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 766-34-66

le refuge formation

25 Novembre - stage de 2 jours à la fonction publicitaire au sein de l'entreprise

Autres stages :

- Management et Rationalisation des choix (8 jours) 18 Nov.
- Planification et décision (4 jours) 24 Nov.
- Contrôle de Gestion (5 jours) 3 Oct.
- Comptabilité Générale (3 jours) 12 Nov.
- Informalique (4 jours) 5 Nov.
- Création et utilisation des procédures de contrôle interne (7 Oct.)
- Compléments doctrinaux et juridiques de Sécurité pratique (3 jours) 2 Oct.
- Mathématiques (5 jours) 8 Oct.
- Comptabilité Analytique (3 jours) 7 Oct.

Langues vivantes (Allemand, Anglais, Arabe, Espagnol, Hébreu, Italien, Sépato, Russe). Dans ces départements de nombreuses sections sont organisées en Octobre prochain. Notre Calendrier vous sera adressé sur demande.

Jeune 150



CE QUE BERLIET VA FAIRE: UNE OFFENSIVE "INDUSTRIELLE"

Lyon - Vénissieux/St Priest -
Bourg en Bresse - Saint Etienne Bouthéon -
Chambéry - L'Arbresle ...
un ensemble industriel en pleine expansion où,
des bureaux d'études aux lignes de montage,
on peut assister à la genèse complète
d'un camion.

21.000 personnes s'y consacrent
exclusivement à la production de moteurs
diesel et de véhicules industriels.
Aux seules Etudes et Recherches,
1.000 chercheurs, ingénieurs et techniciens
maintiennent et développent le haut niveau
de technicité propre à la marque.

Ce potentiel, Berliet le met de plus en plus

au service des autres pays en participant
à leur industrialisation dans le monde.
Berliet vend non seulement des véhicules
industriels mais aussi son "savoir faire":
études de modèles spécifiques, études et
réalisations d'unités de production,
formation du personnel ... et cela depuis
bientôt 20 ans.

Berliet le peut car il a l'expérience,
les hommes et, maintenant plus que jamais,
les moyens. C'est cette capacité industrielle
qui lui permettra, demain, de renforcer encore
sa position de "leader" à l'exportation -
dès à présent, plus de la moitié de son chiffre
d'affaires est réalisé hors de France.

berliet  **GROUPE RENAULT**
PLUS QUE JAMAIS
LE N°1 FRANÇAIS DU POIDS LOURD.

Au conseil de
M. ROBERT
EST HOMME CINE
EN SERVICE
SPORTS
LA
DE JEAN
D'UN SPORT

vous vous destinez aux carrières de la gestion... Vous voulez vous inscrire en 1^{ère} ou Terminale G 2... Téléphonez au : 523.05.41 ou 523.01.98

ELEVES de TERMINALES C et D PREPAREZ VOTRE AVENIR... à l'INSTITUT GAY-LUSSAC

RENTREE 75 : Année de la Femme... ESTHETICIENNE-PARFUMEUSE... INSTITUT NATIONAL ESTHETIQUE

CONCOURS E.N.A. - E.N.M. PREPARATION A L'ORAL... STAGES DU 2 OCT. AUX ORAUX

COURS PRIVÉ BEAUSÉJOUR... Enseignement Secondaire... 20 élèves par classe - Ecole mixte

ÉDUCATION EN SUISSE Ecole des Roches 3961 BLUCHE - GRANS-SUR-SIERRE... PRÉPARATION AU BACCALAURÉAT... ÉCOLE DE COMMERCE ET LANGUES MODERNES

ÉDUCATION

La bataille contre les fermetures de classes et d'écoles

GRENOBLE : le tribunal administratif annule deux décisions de l'inspection académique

De notre correspondant Grenoble. — Le tribunal administratif de Grenoble vient de rendre un jugement qui précise les limites des circulaires ministérielles fixant les sentis de fermeture de classes dont l'application provoque chaque année des conflits souvent très vifs entre l'administration et les parents d'élèves. Ainsi, dans l'Isère, l'inspection académique en 1974 avait conduit l'inspecteur d'académie à appliquer sans retard la technique de « globalisation » décrite dans les textes réglementaires (on totalise les effectifs de plusieurs groupes scolaires pour les calculs de fermeture).

LE DORAT : parents d'élèves et élus locaux veulent freiner la dévitalisation de la Basse-Marche

De notre correspondant Limoges. — La suppression de deux sections au lycée du Dorat (Haute-Vienne), a provoqué une vive réaction des habitants, ainsi qu'une réaction de la Basse-Marche. Une réaction qui déborde largement le problème scolaire et, à travers lui, embrasse la cause de la région dans son présent et dans son devenir.

Les maîtres auxiliaires en chômage seront plus nombreux cette année

estime le S.G.E.N.-C.F.D.T. La mise en chômage des maîtres auxiliaires... Le risque d'être cette année beaucoup plus importante que l'an dernier, a déclaré M. Roger Lépiney, secrétaire national du Syndicat général de l'Éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), au cours d'une conférence de presse réunie le 10 septembre.

Crise démographique

La région, située au nord de la Haute-Vienne, limitée par les monts de Limagne et la vallée de la Creuse... Le risque d'être cette année beaucoup plus importante que l'an dernier, a déclaré M. Roger Lépiney.

ARMÉE

Nominations militaires

LE GÉNÉRAL DE DIVISION JEANBLANC REÇOIT SA QUATRIÈME ÉTOILE

Sur la proposition de M. Yr Bourges, ministre de la Défense le conseil des ministres du mardi 10 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes : TIRREUR — Est élevé au rang de lieutenant général... AIR — Sont nommés adjoint au général inspecteur technique de l'armée de l'air...

MÉDECINE

Aux Etats-Unis

UNE GRAVE ÉPIDÉMIE D'ENCÉPHALITE SÉVÈRE DANS L'ILLINOIS ET LE MISSISSIPPI

New-York (A.P.F.). — Une grave épidémie d'encéphalite sévère actuellement aux Etats-Unis. Selon le Centre national pour le contrôle des maladies à Atlanta, au moins 500 personnes ont déjà été atteintes et 25 ont été mortes.

LA FEMME SECRÉTAIRE

ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE DE SECRÉTARIAT 101, rue de Lille - 75007 PARIS... PRÉPARATIONS : aux Brevets de Technicien Supérieur et Secrétaire, aux Chambres de Commerce étrangères.

APPRENEZ L'ANGLAIS EN IRLANDE

PENDANT L'ANNÉE SCOLAIRE Durant toute l'année, cours de langue anglaise. Centre privé des examens de l'Université de Cambridge et de l'Institut Fitman.

LE « COMITÉ DE VOIPIRE A L'ARMÉE »

INTERROMPT LE TOUR DE CHAÎNE DE MAXIME LEFEBRES

Une quarantaine de jeunes du « Comité de soutien à l'armée » ayant à leur tête M. Duperoy de Méry, fondateur du mouvement, ont fait irruption mercredi 10 septembre peu après 23 heures dans les studios du 1^{er} étage et ont interrompu le programme consacré au chant Maxime Lefebres. Prenant parole sur l'émission, un membre du groupe a demandé que l'on du parole leur soit accordée pour qu'une émission leur soit consacrée.

Cours Audio-Visuels

ANGLAIS - ALLEMAND ESPAGNOL - FRANÇAIS... Bourses d'études - petits groupes - professeurs d'origine - laboratoires de langues. DÉMONSTRATIONS GRATUITES

Le Monde de l'éducation

RENTREE SCOLAIRE le numéro de septembre vient de paraître

Journal de l'ESB

ARTS ET SPECTACLES

positions

OLDENBURG A MUNICH

La rétrospective de l'œuvre de Claes Oldenburg fait le tour des musées des villes européennes...

Alors, l'incertitude du dessin d'Oldenburg rajouté aux sculptures dont il est, en fait, l'ébauche...

Avant d'être le chantre de l'anticonsummation, Claes Oldenburg a beaucoup regardé chez les uns et chez les autres...

PEINTRES ON CONFORMISTES A LENINGRAD

Une exposition de près de cinquante tableaux et non conformistes...

La manifestation est la plus récente des quatre autorisées par les autorités soviétiques...

Un des principaux peintres soviétiques, Yegorou Koukounov...

Les trois peintres exiles, Igor Kline, a fait savoir mecredi, à Leningrad...

Trois cent trente-six dessins de Claes Oldenburg...

Théâtre

< Citrouille >, à la Cartoucherie

Anteur québécois, Jean Barbeau pose une question sans réponse...

Trois jeunes femmes décident de kidnapper un homme pour l'exemple...

COLETTE GODARD. Cartoucherie de la Tempête.

Musique

Bernard Thomas, ses amis et son Festival

Il y a sept ans, Bernard Thomas fondait avec quelques amis un petit orchestre de chambre...

L'ambiance est décontractée; au premier concert, tout le monde s'interpellait joyeusement...

JACQUES LONCHAMPT. Prochaines concerts: ce jeudi à l'église des Billettes...

Musique américaine à la faculté de droit

On ne peut même pas parler d'un conflit de générations...

Dans le bleu du ciel d'un académisme triomphant...

N'est-ce pas Cage qui s'est glissé au début de la seconde partie du concert...

Trois minutes de suspension: le chef n'arrivait pas...

À l'occasion de la célébration de l'année gothique en Picardie...

Le musée Jacquemart-André (138, boulevard Haussmann) est de nouveau ouvert...

ERRATUM. — A la suite d'une erreur de transcription...

Cinéma

< GUERRE ET AMOUR > DE WOODY ALLEN

On dit de Woody Allen qu'il est longtemps révisé qu'il était le collant d'Ursula Andress...

Voilà donc Woody Allen, juif de Brooklyn métamorphosé en Boris Grunhenko et amoureux de sa cousine Sonia Volonska...

COLETTE GODARD. Cartoucherie de la Tempête.

Musique

Bernard Thomas, ses amis et son Festival

Il y a sept ans, Bernard Thomas fondait avec quelques amis un petit orchestre de chambre...

L'ambiance est décontractée; au premier concert, tout le monde s'interpellait joyeusement...

JACQUES LONCHAMPT. Prochaines concerts: ce jeudi à l'église des Billettes...

Musique américaine à la faculté de droit

On ne peut même pas parler d'un conflit de générations...

Dans le bleu du ciel d'un académisme triomphant...

N'est-ce pas Cage qui s'est glissé au début de la seconde partie du concert...

Trois minutes de suspension: le chef n'arrivait pas...

À l'occasion de la célébration de l'année gothique en Picardie...

Le musée Jacquemart-André (138, boulevard Haussmann) est de nouveau ouvert...

ERRATUM. — A la suite d'une erreur de transcription...

ODEON THEATRE NATIONAL. grâce à l'abonnement places moins chères. réservation sans dérangement.

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS du 16 au 28 septembre THEATRE DES BOUFFES DU NORD. MOHAMED PRENDS TA VALISE LA GUERRE DE 2000 ANS



5F et 10F au théâtre, 209, Fbg St-Denis

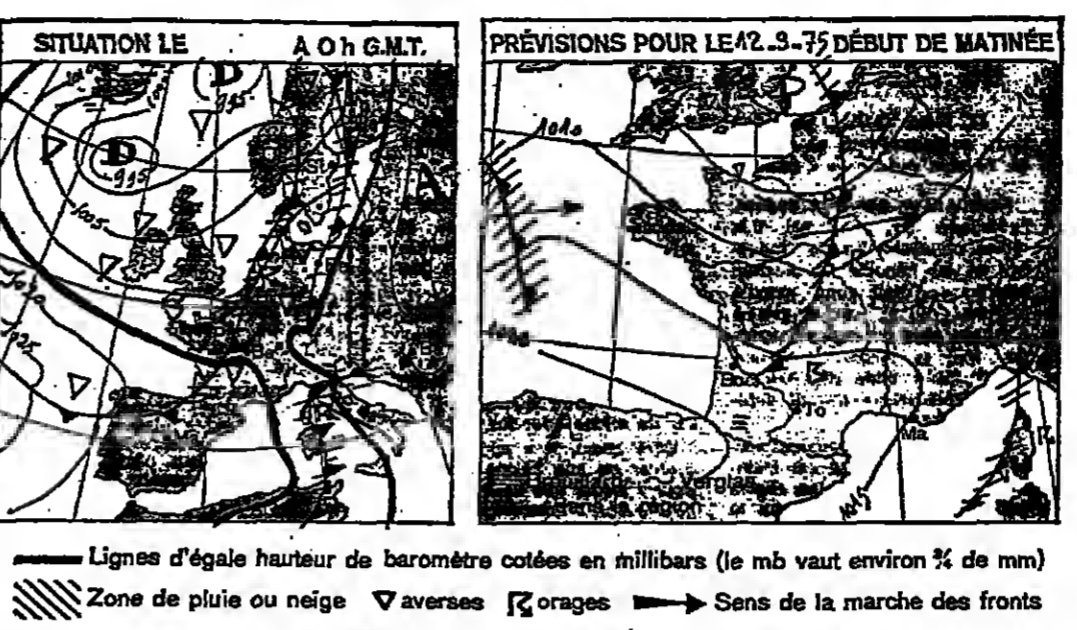
150

AUJOUR'HUI

loterie nationale Liste officielle des sommes à payer, tous cumulés compris, aux billets entiers -

Table with 6 columns: Billets à payer, Signes du Zodiaque, Sommes à payer, Billets à payer, Signes du Zodiaque, Sommes à payer. Includes zodiac signs like Sagittaire, Capricorne, etc.

Signes du Zodiaque TIRAGE DU 10 SEPTEMBRE 1975



Evolution probable de temps en France entre le jeudi 11 septembre à 0 h et le vendredi 12 septembre à 24 heures... Les passages nuageux parfois accompagnés d'averses...

Concours

Les professions du tourisme (agent de tourisme, projeteur de voyages, guide, interprète...) sont l'objet d'une formation appropriée...

Visites, conférences

VENDEDI 12 SEPTEMBRE VISITES GUIDÉES ET PROMENADES - Calais nationale des monuments historiques...

Anciens combattants

UN GUIDE SOCIAL POUR LES VICTIMES DE GUERRE

Un Guide social des anciens combattants et victimes de guerre (1914-1918, 1939-1945, T.O.S., Indochine, Algérie, Tunisie, Maroc) vient d'être publié...

ANNONCES CLASSEES. FRÈRES D'EMPLOI, IMMOBILIER, L'AGENDA DU MONDE, etc.

demandes d'emploi. DIRECTEUR COMMERCIAL 43 ANS, ESCP - 36 ans, LYON CONSULTANT INDEPENDANT, etc.

Le Monde. Service des Abonnements, 7547 PARIS - CEDEX 19. C.C.P. 4307-23.

ON ARRIVERA A surmonter la crise. Réviser les défis. Un livre dont la presse ne parle pas.

MOTS CROISÉS. PROBLEME N° 1248. I - BELGIQUE-LUXEMBOURG, II - TUNISIE.

MOTS CROISÉS. SOLUTION DU PROBLEME N° 1248. Horizontalement: I. Maladie, II. Oméga, III. Misère, etc.

150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

Le syndicat C.F.D.T. de Naphtachimie estime injustifiées les mesures de chômage partiel

Des mesures de réduction d'horaires décidées en sein du groupe Rhône-Poulenc (« Le Monde » daté 31 août-1^{er} septembre) ont été présentées entre le 4 et le 9 septembre à l'assemblée des comités d'établissements des unités concernées. Modifiées suivant les statuts de personnel de jour ou « posté », ces mesures se traduisent par un abaissement du temps de travail hebdomadaire de quarante à trente-deux heures suivant les établissements. Elles touchent l'ensemble des sociétés des branches « chimie » (56 % du chiffre d'affaires) et « pétrole chimique » (42 %), qui emploient plus de soixante-dix mille salariés, mais le secteur pharmaceutique (10 %) semble pour l'instant avoir été épargné.

Le syndicat C.F.D.T. de l'usine Naphtachimie à Marignies-Lavéra (Bouches-du-Rhône) a fait état, d'autre part, de renseignements d'ordre financier « stigmatisant que le plan de chômage partiel présenté par la direction est injustifié et constitue un abus de droit ».

De notre correspondant régional

Marseille. — Le C.F.D.T. est entré en possession de « rapports de gestion » très récents d'où il ressort que la société Naphtachimie, filiale commune de Rhône-Poulenc Industries (63 %) et de la Société française des pétroles S.F.P. (37 %), employait trois mille salariés, à une trésorerie saine, puisqu'elle restait débitrice à fin août d'une importante avance de 182 millions de francs à ses actionnaires. « Cette somme, précise la C.F.D.T., représente l'équivalent d'une année de salaires pour l'ensemble du personnel de la société ». D'autre part, d'après la même source, Naphtachimie ne prévoyait aucune difficulté pour « faire face aux échéances de fin de mois » (il s'agit du mois d'août). Le syndicat souligne également que Rhône-Poulenc Industries s'apprête à faire d'importants investissements dans l'implantation à Berre, avec les sociétés S.F.P. et Shell, d'un nouveau complexe pétrochimique comprenant un vapo-craqueur, une unité d'extraction commune de butadiène et une unité d'hydrocraquage des essences.

Ces informations, conclut la C.F.D.T., démontrent que Rhône-Poulenc a artificiellement dramatisé la situation pour obtenir des avantages financiers dans le cadre du plan de relance gouvernemental. Au demeurant, ajoute le syndicat, l'économie réalisée au détriment des salariés représente incontestablement, selon nos calculs, que « la seule variation d'un point de prix du naphta ». Sur le plan technique, la C.F.D.T. fait remarquer que « les installations à feu continu de l'entreprise nécessitent un outillage de personnel en marche normale qu'il est difficile de réduire » et qu'il en est de même pour l'entretien d'un quel dédouble en grande partie

la sécurité de ces installations ». Au cours de la réunion extraordinaire du comité d'établissement qui a eu lieu à Paris le 9 septembre, la direction de Naphtachimie a confirmé la nécessité de la société était, début septembre, excédentaire de 107 millions de francs. Cependant, selon ses prévisions, la production continuait à stagner, l'exercice 1975 se traduirait par un déficit de 287 millions de francs. Les délégués du comité d'établissement estiment toutefois que ces résultats reposent sur des hypothèses très pessimistes et doivent être pondérés par le fait qu'ils englobent notamment 18 millions de francs d'impôts sur les bénéfices, et 38 millions de dividendes aux actionnaires, déjà versés dans le courant de l'année, ainsi que 150 millions de francs d'investissements.

GUY PORTE

Le comité central d'établissement de la société Lesieur-Cotelle et associés, qui s'est réuni mercredi 10 septembre, a été informé que des commissions, composées de personnes appartenant à l'entreprise, ont été chargées de proposer d'ici à la fin de l'année un plan d'adaptation des activités des différentes usines du groupe. Cette décision a été prise en raison du déficit du premier semestre de l'année, qui a atteint 140,8 millions de francs, en raison notamment des pertes subies sur les matières premières achetées à terme en 1974, et de la réduction de la consommation d'huile des moteurs. Dans la mesure où ce plan d'adaptation conduirait à une réduction des effectifs (quatre mille salariés sont employés à l'heure actuelle), la direction a mis à l'étude un plan social permettant des départs anticipés à la retraite.

SYNDICATS

Le secrétaire général de la C.F.D.T. dans le bassin minier du Nord

M. Maire appelle à l'action : il faut frapper fort et vite

De notre correspondant

Lille. — De Valenciennes à Lille en passant par le bassin minier, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a, mercredi 10 septembre, tenu le terrain devant des milliers de militants, des mineurs, des ouvriers du textile, les grands thèmes du discours qu'il prononça le soir même dans la capitale des Flandres devant plus de deux mille personnes. Enfilés de traits cinglants pour les hommes du pouvoir et notamment pour M. Giscard d'Estaing, « la spécialité de la récession, qui n'a déployé des trésors de génie pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes... », ce discours d'analyse de la crise souligna le combat syndical dans l'unité d'action avec la C.G.T. et rappela le projet anti-patronal de la C.F.D.T. M. Edmond Maire, au cours d'une conférence de presse préalable, avait noté : « Il n'y a pas de changement politique prévisible à court terme, et nous allons vers une période de recherche de solution par la négociation. Cela ne change rien à nos orientations ». Il allait le démontrer peu après en s'adressant à son vaste auditoire : « La situation appelle une riposte énergique et unitaire. Une mobilisation immédiate. Il faut frapper vite et fort. » — G. S.

Ayant consacré une large partie de son exposé à une critique très dure de la politique de M. Giscard d'Estaing, « ce préréformateur crié », M. Maire a également mis en cause le patronat, qu'il accuse de « se mettre à l'abri sous le parapluie présidentiel ». « Deux ce système, l'impitoyable pour les possédants, s'est qu'un sous-produit. Globalement, le plan Giscard n'est qu'un plan de stabilisation de l'insécurité et de maintien du chômage ».

L'action revendicative va être développée dans l'unité, particulièrement avec la C.G.T. et la F.G.M. M. Maire lance un appel personnel à la mobilisation des jeunes, et surtout des jeunes chômeurs. « Dans l'immédiat, à chaque situation doit correspondre une bataille. Il faut absolument », dit M. Maire, « que nous arrivions à une lutte qui soit le fait de la majorité des ouvriers, mais aussi des employés, des techniciens et des cadres ». Une lutte qui unisse immigrés, femmes, hommes, jeunes, les différentes branches et régions, non pas par une revendication unique (nous ne croyons pas à la recette magique), mais par une politique cohérente. « Avec la C.G.T., a-t-il précisé, nous devons améliorer la qualité de nos actions. Il est arrivé ces derniers temps que des organisations C.G.T. aient comme souci primordial d'apparaître comme étant à l'avant-garde de toutes les luttes. Il y a là un risque de transformer un dialogue serré en une compétition acerbée. » Il a rappelé les trois revendications

primaires de sa centrale : « la réduction du temps de travail et la retraite à soixante ans, l'embauche des effectifs nécessaires dans le secteur public, où il manque cent cinquante mille salariés, la garantie du pouvoir d'achat et son amélioration. »

Sans la C.F.D.T. la classe ouvrière serait toujours déchirée

M. Maire a terminé son exposé, en rappelant les objectifs à long terme et la voie « originale » tentée par la C.F.D.T. « Sans elle, a-t-il dit, la classe ouvrière de notre pays ne serait-elle pas toujours déchirée entre la trahison de la collaboration de classe et l'impasse des régimes bureaucratiques où le pouvoir appartient à l'appareil du parti ? » « Qui, a-t-il demandé, peut combattre avec autant de crédibilité l'anticommunisme et les régressions d'inspiration à la bourgeoisie des uns, la volonté de domination minoritaire et le sectarisme des autres ? La seule alternative possible est le socialisme autogestionnaire, le socialisme dans la liberté. »

En conclusion, M. Maire a mis en garde les « adversaires » : « Faire des discours pour punir ou révoquer, dire un non obstiné aux revendications, refuser la négociation, signer des accords dilatoires avec des syndicats minoritaires, pratiquer l'anticonformisme, jouer la crise contre le peuple, tout cela nous aura qu'un temps. »

LES HOUBLIÈRES DU NORD PORTENT PLAINTE

Un incident a marqué le passage de M. Maire à Hallcourt (Pas-de-Calais), au siège « 6 » des mines de Bruay. Un chef de service des Houillères lui a interdit l'accès au carreau. Le syndicaliste ayant passé outre, la direction des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a déposé plainte contre « les personnes ayant pénétré illicitement sur le carreau ».

Le leader syndicaliste a qualifié cette plainte de ridicule, non sans avoir précisé sa pensée sur la démocratie dans l'entreprise. Les partis politiques, selon lui, doivent pouvoir s'exprimer, mais sans aggraver les tensions de l'entreprise. Mais la priorité des priorités reste syndicale, c'est le droit d'expression de tous les travailleurs à l'intérieur même de leur entreprise, avant de recevoir la bonne parole de l'extérieur.

LA C.G.T. : le recrutement des cadres devrait se faire uniquement par l'APEC

« Le plan de relance gouvernemental ne fait qu'accroître les investissements en moyens de production au détriment des investissements en hommes », ont déclaré devant la presse, le 10 septembre, les cadres de l'UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.).

Ces mesures, estiment-ils, vont encore aggraver la situation globale de l'emploi, et qui déjà est catastrophique. Elles accentueront l'insécurité du développement selon les secteurs et les entreprises. M. Le Guen, secrétaire général, estime à trois cent mille le nombre des ingénieurs, cadres et techniciens à la recherche d'un emploi. Réclamant le maintien et l'amélioration du pouvoir d'achat comme moyen de relance économique, les cégétistes demandent, pour les cadres, le renforcement de l'APEC (Agence pour l'emploi des cadres), avec l'obligation pour les employeurs, de passer par cet organisme pour embaucher des cadres. Ces derniers devraient, en outre, pouvoir réserver 10 % de leur temps, deux de leurs effectifs, à la mise à jour de leurs connaissances.

DIRECTION DE BOUSSAC FIRMES DE NOUVEAUX LICENCIEMENTS.

La direction du groupe Boussac annonce les nouveaux licenciements annoncés le 9 septembre au siège de l'établissement, et qui affectent notamment sur une base de salariés au siège social l'entreprise, où sont embauchés environ 500 personnes, âgés de 6 à 7 personnes âgées de soixante-cinq ans soumises à la retraite effective en préretraite et 16 personnes licenciées définitivement. La direction refuse toutefois de préciser pour l'instant, des renseignements sur ces chiffres. Selon les syndicats du textile, ces licenciements interviendraient à la fin de l'année, et seraient liés à la suppression de certains services. D'autres licenciements seraient enfin envisagés dans des sous-groupes ou filiales de Boussac : 113 salariés aux établissements Bilette (88 à l'atelier d'Élbeuf-Martinique) et 25 à Paris), et établissements Bousseaux à Paris, une trentaine d'employés à Blatruville (Indes-Bizan). Avec moins de mille salariés, Boussac a annoncé en partie d'une cinquantaine de licenciements à l'Avion, d'une vingtaine aux services Raphaël-Cornille (10) et de 4 à la Société ligne à Paris, une trentaine de nouveaux licenciements prévus entre 250 et 300 et qui s'ajoutent aux 894 licenciements déjà annoncés dans les départements du groupe. (Le 4, 5 et 7 septembre), propos, la DATAR vient de verser le « médiateur » qui sera chargé de tenter de résoudre la dans les filiales de la ré de Bolbec (Seine-Maritime), et de M. Raymond Blanc, directeur général des affaires so-

À Fougères, un millier de chômeurs ont manifesté, mercredi 10 septembre, de protester contre les licenciements qui pèsent sur plusieurs centaines de salariés (Le Monde du 11 septembre). Pendant trois heures, les manifestants ont bloqué la circulation et allumé des feux de dans les principaux carreaux. Ils ont enfin occupé, pendant un quart d'heure, le château de Fougères.

NOMBRE DE CHÔMEURS X PAYS-BAS est passé de 650 à 147 940 à la fin du 8 août.

En France, on a la pêche à la ligne



mais on n'a pas de pétrole.

Oui, 76 % de notre énergie est importée. Le pétrole, nous sommes obligés de l'acheter à d'autres. Très cher. C'est notre richesse qui s'en va et notre façon de vivre qui est menacée.

Alors, qu'est-ce qu'on peut faire ? D'abord, mieux utiliser l'énergie. Et ça, justement, on peut y arriver sans changer notre façon de vivre.

On a déjà fait pas mal de choses mais il y en a des tas d'autres à faire.

A partir du 15 septembre, l'Agence pour les Économies d'Énergie vous en parlera.

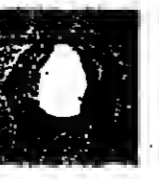
les trains les plus précis

Victor-Hugo et le Mont-St-Michel

la 2^e économie d'Europe

et la meilleure cuisine du monde

On n'a pas de pétrole mais on a des idées.



Agence pour les Économies d'Énergie.

Handwritten note: 10/15/75

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 10 SEPTEMBRE

Recluse

réalistes mardi, les investisseurs ont repris leur...

me il est naturel, cette re-entrée des pertes plus...

compartiments favorisés, notamment, comme les bons...

seul brutal de Wall Street a joué son rôle dans ce...

les prochains mois, l'incertitude se répercutera sur...

transactions restent réduites, qui confirment les décalages...

stranger, l'atmosphère n'est meilleure: rapit général des...

des mines d'or tirent leur sursis, après leur baisse...

le marché du métal, renou-voilé en barre à 21 750 F...

LONDRES

Le marché est calme ce jour. Les investisseurs...

Table with columns: VALEURS, CLOSURE, COURSE, 10/9

INDICES QUOTIDIENS

INDEX Base 100 (1.5) 10 sept. 1974

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

S.F.M. - Pour les huit premiers mois de l'exercice...

RAPPROCHEMENT ACTIONNARIAT - La GECOMSA...

AQUARIUM COMPANY OF CANADA - Les résultats du premier...

FINANCIAL VALUERS - Résultats au 30 juin 1975...

ÉVALUATIONS O. LEROY - Chiffre d'affaires du premier semestre...

NEW YORK

Un nouveau recul des cours a été enregistré...

Table with columns: VALEURS, COURSE, DERNIER COURS

INDICES QUOTIDIENS

INDEX Base 100 (1.5) 10 sept. 1974

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: VALEURS, COURSE, DERNIER COURS

VALEURS

Main financial table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours

COURSE DE PARIS - 10 SEPTEMBRE - COMPTANT

Table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours

MARCHÉ A TERME

Table with columns: VALEURS, Précéd., Premier cours, Dernier cours, VALEURS, Précéd., Premier cours, Dernier cours, VALEURS, Précéd., Premier cours, Dernier cours, VALEURS, Précéd., Premier cours, Dernier cours

COTE DES CHANGES

Table with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS, COURS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS, COURS

BIENS DES

Table with columns: VALEURS, Précéd., Premier cours, Dernier cours, VALEURS, Précéd., Premier cours, Dernier cours, VALEURS, Précéd., Premier cours, Dernier cours, VALEURS, Précéd., Premier cours, Dernier cours

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 24. LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT
5. POLITIQUE
6. EUROPE
7. AMERIQUES
8-9. AFRIQUE
10. DIPLOMATIE
11. JUSTICE
12. EDUCATION
13. MEDICINE

LE MONDE DES LIVRES
LE FEUILLETON de R. Polrot-Delpech...
LES ROMANS DE LA RENAISSANCE...

- 18-19. ANTS ET SPECTACLES
CINEMA : Guerre et amour de Woody Allen...
THEATRE : Crouille à la...
MUSIQUE : Bernard Thomas...
24. EQUIPEMENT ET REGIONS
ENQUETE : « Conscience »...
BUDGET : les prévisions pour l'équipement en 1976.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (12)
Annonces classées (20 à 23)...

Une grande routière pour le week-end, Europcar : 645.21.25.

Le numéro du « Monde » daté 11 septembre 1975 a été tiré à 530 788 exemplaires.

RENÉ BEN CHEMOUL LE SPÉCIALISTE DES TRÈS GRANDES TAILLES
CHEMISERIE
PANTALONS
FRANOR

COUVERTS ARGENTÉS garantie 25 ans
Fabricant - Vente directe
FRANOR

L'AFFAIRE CLAUSTRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La vie d'une Française vaut bien l'amitié du général Malloin déclare M. Boscher (U.D.R.)

Au début de la séance, mercredi après-midi 10 septembre, à l'Assemblée nationale, M. Michel BOSCHER, député U.D.R. de l'Essonne, a demandé au gouvernement...

Au Canada LE MINISTRE DES FINANCES M. JOHN TURNER REMET SA DÉMISSION

Ottawa. — M. John Turner, ministre canadien des finances, a remis sa démission au premier ministre Pierre Trudeau...

DES FEMMES DE PRISONNIERS POLITIQUES CHILIENS FONT LA GRÈVE DE LA FAIM A PARIS

Santiago de Chili. — Le directeur du quotidien du soir La Segunda, M. Mario Carretero, a été légèrement blessé le mercredi 10 septembre par une explosion...

UNE DÉLÉGATION CHILIENNE SÉJOURNE A PÉKIN

Pékin. — (A.F.P.). — Une délégation économique chilienne est arrivée à Pékin le 8 septembre...

Le massage thaïlandais à Paris
Des son plus jeune âge, la jeune fille asiatique est initiée à l'art subtil et millénaire du massage thaïlandais...

LE GOLF, UN SPORT DE LUXE...
ET POURTANT SAVEZ-VOUS QUE CE LUXE EST A VOTRE PORTÉE
LE CENTRE D'INITIATION AU GOLF de Croissy-sur-Seine

En Espagne

LE CONSEIL SUPRÊME DE JUSTICE MILITAIRE décide de réviser le procès des militants basques

Madrid (A.F.P.). — Le Conseil suprême de justice militaire a décidé de procéder lui-même à une révision du procès de Burgos...

Le conflit du « Paristen lib » OCCUPATION DE LA M. DU X^e ARRONDISSEMENT

Plusieurs centaines de membres de la Fédération des travailleurs de Livres, ont à partir de 19 heures, le 11 septembre, la mairie de l'arrondissement...

NOUVELLES BRÈVES

- Un nouveau président pour l'A.I.J.A. — Au terme du congrès qui vient d'avoir lieu à Cologne (Allemagne fédérale)...
Le parti socialiste autrichien, à Vienne, d'avoir fourni un quelconque soutien direct au parti socialiste portugais...
Le ministre de l'Intérieur avait reproché à cette Fédération d'avoir critiqué le ministre de l'Intérieur...
Le retour, première société française de vente par correspondance, ou à domicile, à Paris, dans un magasin de 1.500 mètres carrés...
M. Olivier Stira, directeur général de l'Etat aux départements, a déclaré que la relance de l'économie est avant tout un problème de territoires d'outre-mer.
Le parti socialiste autrichien, à Vienne, d'avoir fourni un quelconque soutien direct au parti socialiste portugais...
Le ministre de l'Intérieur avait reproché à cette Fédération d'avoir critiqué le ministre de l'Intérieur...
Le retour, première société française de vente par correspondance, ou à domicile, à Paris, dans un magasin de 1.500 mètres carrés...
M. Olivier Stira, directeur général de l'Etat aux départements, a déclaré que la relance de l'économie est avant tout un problème de territoires d'outre-mer.

Pourquoi louer un piano ?
PIANO BAIL
vous rendra propriétaire du piano de votre choix...

École de Direction
Entreprises de Paris
Préparation simultanée sur 3 ans:
MAITRISE DE GESTION (trois premières années)
D.E.C.S.
B.T.S. (marketing, gestion)
Cours du soir D.E.C.S.
130, rue de Clichy
75018 PARIS - M^o Simpson

Décorative TOILES IMPRIMÉES « LES NOUVELLES INDIENNES »
sous cette appellation, la décoration des intérieurs est enrichie de motifs exotiques et de couleurs vives pour la décoration des intérieurs de campagne.
Nombreux motifs de l'Inde, du Persan, du Patchwork, etc.
coton 100% - large 130
10 30
RODIE
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

du 13 Septembre au 4 Octobre offre spéciale d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURE
formule industrielle
790
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
29, RUE TRONCHET - PARIS 8^e